

Vivalis SA

Comptes sociaux au 31 décembre 2010

1. BILAN

1.1. ACTIF

(en milliers d'euros)

<i>Rubriques</i>	<i>Annexe Notes N°</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amortissements</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4.3.1				
Frais de recherche et développement		7 893	2 449	5 444	5 826
Concessions, brevets et droits similaires		1 708	1 082	626	2 454
Autres immo. incorporelles en cours		310		310	15
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4.3.2				
Terrains		1 010	52	958	701
Constructions		8 590	1 409	7 181	2 198
Installations techniques, matériel, outillage		6 604	2 728	3 876	3 323
Autres immobilisations corporelles		1 185	418	767	673
Immobilisations en cours		13		13	1 819
Avances et acomptes					12
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4.3.3				
Titres de participations		11 039		11 039	
Prêts		57		57	40
Autres immobilisations financières		616	133	483	550
ACTIF IMMOBILISE		39 025	8 271	30 754	17 611
STOCKS ET EN-COURS	4.3.4				
Matières premières, approvisionnements		501		501	387
En-cours de production de biens					
CREANCES					
Créances clients et comptes rattachés	4.3.5	558		558	651
Autres créances	4.3.6	6 983		6 983	7 227
DIVERS					
Valeurs mobilières de placement	4.3.7.b	20 940		20 940	17 486
Disponibilités	4.3.7.a	18 322		18 322	6 075
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance	4.3.8	132		132	115
ACTIF CIRCULANT		47 436		47 436	31 941
TOTAL GENERAL		86 461	8 271	78 190	49 552

1.2. PASSIF

(en milliers d'euros)

<i>Rubriques</i>	<i>Annexe Notes N°</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>
Capital social ou individuel (dont versé : 3 149)		3 149	2 220
Primes d'émission, de fusion, d'apport		62 111	33 697
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		12	12
Report à nouveau		-8 215	-4 942
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-5 319	-3 273
Subventions d'investissement	4.3.11	994	1 183
Provisions réglementées		2 195	2 159
CAPITAUX PROPRES	4.3.10	54 927	31 056
Avances conditionnées		4 558	4 558
AUTRES FONDS PROPRES	4.3.12	4 558	4 558
Provisions pour risques		17	
Provisions pour charges		46	46
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4.3.13	63	46
DETTES FINANCIERES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4.3.14	6 797	6 385
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.3.15	799	984
Dettes fiscales et sociales	4.3.16	1 393	1 284
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4.3.17	8 325	3 387
Autres dettes	4.3.17	23	11
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance	4.3.18	1 305	1 841
DETTES		18 642	13 892
TOTAL GENERAL		78 190	49 552

2. COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)

Rubriques	France	Exportation	Annexe Notes N°	31/12/2010	31/12/2009
Production vendue de services	542	845	4.4.1	1 387	735
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	542	845		1 387	735
Production stockée					
Production immobilisée			4.4.2	507	307
Subventions d'exploitation			4.4.3	993	2 119
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			4.4.5	534	326
Autres produits			4.4.4	3 395	3 989
PRODUITS D'EXPLOITATION				6 816	7 476
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				2 070	1 854
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				-115	-53
Autres achats et charges externes			4.4.6	4 266	3 897
Impôts, taxes et versements assimilés			4.4.7	213	118
Salaires et traitements			4.4.8.b	3 944	3 225
Charges sociales			4.4.8.b	1 812	1 465
DOTATIONS D'EXPLOITATION					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4.4.9	2 252	1 715
Sur actif circulant : dotations aux provisions			4.4.9		56
Pour risques et charges : dotations aux provisions			4.4.9	12	16
Autres charges				78	76
CHARGES D'EXPLOITATION				14 532	12 369
RESULTAT D'EXPLOITATION				-7 716	-4 893
OPERATIONS EN COMMUN					
PRODUITS FINANCIERS					
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				1	2
Autres intérêts et produits assimilés				247	82
Reprises sur provisions et transferts de charges			4.4.9		184
Différences positives de change				15	43
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				98	201
PRODUITS FINANCIERS				361	512
Dotations financières aux amortissements et provisions			4.4.9	45	
Intérêts et charges assimilées				174	153
Différences négatives de change				7	8
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
CHARGES FINANCIERES				226	161
RESULTAT FINANCIER			4.4.10	135	351
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS				-7 581	-4 542

(en milliers d'euros)

<i>Rubriques</i>	<i>Annexe Notes N°</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		14	1
Produits exceptionnels sur opérations en capital		210	218
Reprises sur provisions et transferts de charges	4.4.9	218	170
PRODUITS EXCEPTIONNELS		442	389
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		4	3
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		50	1
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	4.4.9	215	254
CHARGES EXCEPTIONNELLES		269	258
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4.4.11	173	131
Impôt sur les bénéfices	4.4.12.a	-2 089	-1 138
TOTAL DES PRODUITS		7 619	8 377
TOTAL DES CHARGES		12 938	11 650
BENEFICE OU PERTE		-5 319	-3 273
Résultat Net de base par action (en euro)	4.4.13	-0.30	-0.22
Résultat Net dilué par action (en euro)	4.4.13	-0.30	-0.22

3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)

Tableau de flux de trésorerie	Annexe Note N°	2010	2009
<i>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles:</i>			
Résultat net		-5 319	-3 273
<i>Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>			
Dotations d'exploitation	4.5.1	2 264	1 787
Reprises d'exploitation	4.5.1	-56	0
Dotations / reprises financières		45	-184
Dotations exceptionnelles	4.5.2	215	254
Reprise provisions exceptionnelles	4.5.3	-218	-170
Transfert de charges sur actifs immobilisé	4.4.2	-507	-307
Quote-part subvention virée au compte de résultat	4.5.4	-189	-215
Plus et Moins value cession sur immobilisations	4.5.5	38	-2
Abandon de créances exploitation / exceptionnelles	4.5.6	0	0
Marge brute d'autofinancement		-3 727	-2 110
<i>Variation des autres actifs / Passifs courants:</i>			
Stocks	4.5.7	-114	-53
Créances clients et comptes rattachés		150	689
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		-185	-33
Autres créances	4.3.6	-633	1 949
Compte de régularisation actif		-17	-55
Dettes fiscales et sociales		109	384
Autres dettes et régularisations		-524	348
Divers		-1	4
Flux généré par activités		-4 942	1 123
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement:</i>			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	4.5.8	-370	-14
Acquisition d'immobilisations corporelles	4.5.8	-5 346	-3 792
Acquisition d'immobilisations financières	4.5.8	-10 919	-19
Cession d'immobilisations	4.5.5	12	3
Variation du BFR sur immobilisations	4.5.9	6 634	151
Flux généré par investissements		-9 989	-3 671
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement:</i>			
Nouveaux emprunts	4.5.10	1 500	2 500
Remboursement emprunts	4.5.10	-1 088	-747
Avances conditionnées reçues/remboursées	4.5.6	804	1 017
Subventions d'investissements reçues	4.5.4	73	600
Augmentation de capital	4.5.11	29 343	27
Flux de trésorerie issus des opérations financières		30 632	3 397
Variation nette de trésorerie		15 701	849
Trésorerie, équivalent et VMP à l'ouverture	4.3.7	23 561	22 712
Trésorerie, équivalent et VMP à la clôture	4.3.7	39 262	23 561
Variation nette de trésorerie		15 701	849

4. ANNEXES

4.1. Evénements significatifs

L'année 2010 a été riche en événements significatifs, dont les 4 principaux sont :

- l'acquisition de la plate-forme Humalex[®] et la signature d'une première licence commerciale avec la société Sanofi Pasteur, sur la plate-forme Humalex, représentant un montant potentiel de 35 millions d'euros de milestones par cible antivirale,
- une augmentation de capital de 30 millions d'euros,
- l'autorisation accordée par les autorités sanitaires américaines, la Food and Drug Administration (FDA), pour initier des essais cliniques de Phase 1 pour un vaccin humain produit sur la lignée cellulaire EB66[®],
- la finalisation de la construction des nouveaux laboratoires de recherche.

1. Acquisition de la plate-forme Humalex[®] et signature d'une première licence commerciale avec la société Sanofi Pasteur

La société Vivalis a acquis 100% des actions de la société Humalys le 7 janvier 2010. Humalys est une société lyonnaise qui a été créée en 2007 et compte une dizaine de salariés.

Cette société, créée par cinq fondateurs ayant une longue expérience dans le domaine de l'immunologie, a construit un savoir faire unique qui lui permet d'identifier à partir de donneurs humains des anticorps d'intérêt contre une pathologie donnée. Ce savoir-faire, la technologie Humalex[®], permet à partir des lymphocytes B humains de découvrir des anticorps totalement humains.

Cette acquisition vient compléter les technologies déjà développées par Vivalis et lui permet d'offrir une offre intégrée de la découverte de nouveaux anticorps à la production de lots pré-cliniques et cliniques.

La société Vivalis a acquis la totalité du capital de la société Humalys[®] pour un prix fixe de 10,4 millions d'euros qui sera versé aux actionnaires de la société Humalys en plusieurs versements dont 3,6 millions d'euros ont été payés en janvier 2010. De plus, Vivalis versera aux actionnaires vendeurs d'Humalys[®] un complément de prix d'un montant maximum de 15 millions d'euros sur 15 ans sur les paiements reçus suite à la commercialisation de la technologie d'Humalex[®] auprès de tiers.

Cette acquisition a été suivie dès mai 2010 par la signature d'un accord de collaboration et de licence commerciale avec la société sanofi-pasteur pour la recherche et le développement d'anticorps monoclonaux entièrement humains contre plusieurs maladies infectieuses. Cet accord confirme ainsi l'intérêt de la plate-forme Humalex[®].

Les termes financiers de cet accord prévoient un paiement initial de 3 millions d'euros puis des paiements échelonnés au cours du développement jusqu'à 35 millions d'euros par maladie infectieuse ainsi que des redevances associées aux ventes de produits. De plus, Sanofi Pasteur financera les activités de recherche en collaboration avec la société Humalys.

2. Augmentation de capital de 30 millions d'euros.

La société Vivalis a réalisé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription le 2 juillet 2010 sur visa de l'AMF de son prospectus le 1 juillet 2010. L'objectif de cette augmentation de capital est de financer la découverte et le développement de produits propriétaires (anticorps monoclonaux) et de permettre au groupe d'industrialiser la technologie Humalex[®].

La société Vivalis a effectué avec succès cette augmentation de capital à hauteur de 30 millions d'euros. Le règlement livraison a eu lieu le 28 juillet 2010.

A l'issue de cette opération, les actions au porteur représentent 39,30% du capital et le Groupe Grimaud demeure l'actionnaire majoritaire de la société Vivalis à hauteur de 51,9%. En effet, cette augmentation de capital suit l'investissement du Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) dans le capital du Groupe Grimaud à hauteur de 40 millions d'euros.

3. Autorisation accordée par les autorités sanitaires américaines pour initier des essais cliniques de Phase 1 pour un vaccin humain produit sur la lignée EB66[®].

Le 24 novembre 2010, les autorités sanitaires américaines, la Food and Drug Administration (FDA), ont autorisé le laboratoire GlaxoSmithKline (GSK) à initier des essais cliniques de Phase 1 pour un vaccin humain contre la grippe produit sur la lignée cellulaire EB66[®]. Cet essai clinique de Phase 1 sera le premier essai clinique sur l'homme pour un produit fabriqué en utilisant la lignée cellulaire EB66[®].

Cette autorisation constitue l'atteinte d'un jalon majeur dans le cadre de l'accord signé avec GSK, qui s'est concrétisé par le versement d'un paiement d'étape.

4. Finalisation de la construction du nouveau laboratoire dédié à la recherche et au développement.

La société Vivalis a achevé la construction de son nouveau laboratoire R&D à Saint Herblain. Les équipes se sont progressivement installées dans ces nouveaux locaux en juin 2010.

Ce nouveau bâtiment est dédié à la recherche et au développement, et a permis de regrouper l'ensemble des équipes R&D, ainsi que les équipes administratives, sur un seul bâtiment. Ce bâtiment a une surface de 3.300m². Le coût de la construction (infrastructure) de ce laboratoire s'élève aujourd'hui à 5,9 millions d'euros, auquel il faut rajouter 0,8 million d'euros pour les équipements nouveaux.

La construction a été financée par prêts bancaires à hauteur de 2,5 millions d'euros en décembre 2009, par autofinancement (1,6 millions d'euros) et par des aides des collectivités locales, départementales, régionales, ainsi que par l'Etat via une prime d'aménagement du territoire (2,4 millions d'euros).

Il est à noter enfin que la société est soumise à un contrôle fiscal depuis septembre 2010, portant sur les exercices 2007 à 2009. A ce jour, aucune notification significative n'a été émise par l'Administration fiscale.

4.2. Principes et méthodes comptables

4.2.1. Contexte général

Les comptes sociaux historiques de la société sont établis conformément aux règles françaises suivant les prescriptions du règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif au plan comptable général 1999. Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les informations financières sont présentées en milliers d'euros. Elles ont été arrêtées par le Directoire en date du 9 mars 2011.

4.2.2. Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières la direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction de la société portent notamment sur l'évaluation des immobilisations incorporelles et les provisions.

4.2.3. Ecart de conversion

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan au poste "Ecart de conversion". Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

4.2.4. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont, en règle générale, comptabilisées à leur coût d'acquisition sauf cas particuliers mentionnés ci-après.

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par la société lorsque leur durée d'utilité est définie. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur lorsque leur durée d'utilité est indéfinie.

4.2.5. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Conformément à l'option offerte par le Plan Comptable Général, les frais de développement sont comptabilisés à l'actif dès lors que la société estime que les critères suivants sont simultanément remplis :

La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente

L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;

La capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;

La façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;

La disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;

La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Dès lors que l'ensemble de ces conditions n'est pas rempli, les frais de développement sont comptabilisés en charges. Lorsqu'un projet pour lesquels les coûts de développement ont été inscrits à l'actif du bilan ne répond plus à l'un des critères définis précédemment, l'actif est annulé.

Les frais de développement enregistrés à l'actif comprennent le coût du personnel (salaires et charges sociales) affecté aux projets de développement, le coût des matières premières et des services, les prestations externes ainsi que l'amortissement des immobilisations.

Lorsque les frais de développement sont portés à l'actif, l'amortissement économique commence au début de l'exploitation commerciale des produits issus de ces travaux de développement. L'amortissement économique est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité des projets. Cette dernière est estimée à 5 ans pour les frais de développement relatifs à la plateforme 3D Screen. Elle sera revue en fonction de l'exploitation commerciale du programme. Pour les autres programmes, la durée d'utilité est estimée à 10 ans. Par ailleurs, en conformité avec la doctrine de l'administration fiscale, la société constate des amortissements dérogatoires dès l'enregistrement des actifs et calculés selon le mode linéaire sur 5 ans.

4.2.6. Concessions, brevets et droits similaires

Pour les besoins de son activité, la société bénéficie de licences d'exploitation de brevets. Ces licences donnent lieu à « paiements garantis » aux propriétaires et à des redevances. Conformément aux règles fiscales, le montant enregistré à l'actif pour ces licences inclut d'une part les « paiements » garantis, et d'autre part un montant correspondant à l'estimation des redevances futures à payer (la contrepartie est enregistrée en « Dettes sur immobilisations »). Ces redevances futures font l'objet d'une réestimation annuelle, en fonction des perspectives de redevances à payer et d'une actualisation.

Le montant des « paiements garantis » est amorti sur la période la plus courte entre la durée de la licence et la durée de protection des brevets faisant l'objet des licences (soit en pratique 13 et 15 ans). Les redevances estimées sont amorties chaque année en fonction des redevances effectivement dues au titre de l'exercice, les paiements effectifs s'imputant sur les « Dettes sur immobilisations ».

Les logiciels informatiques sont enregistrés au coût d'acquisition. Leur amortissement est pratiqué sur une durée de 2 ans selon le mode linéaire. Un amortissement dérogatoire sur 12 mois est pratiqué.

4.2.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité estimée des actifs. Aucune valeur résiduelle n'est prise en compte dans la base amortissable des immobilisations corporelles à leur date d'acquisition, la société prévoyant de les utiliser sur leur durée de vie. Cependant, la valeur résiduelle et la durée d'utilité des immobilisations corporelles sont revues annuellement par la société et les modifications éventuelles sont prises en compte dans le calcul de la base amortissable des immobilisations corporelles.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Constructions
 - Bâtiments
 - Structure 25 ans
 - Couverture 25 ans
 - Bardage 25 ans
 - Menuiseries extérieures 20 ans
 - Cloisons intérieures 20 ans

- Installations générales
 - Réseaux fluides et énergie 10 à 15 ans
 - Traitement de l'air 10 ans
 - Ventilation et climatisation 10 ans
- Constructions sur sol d'autrui 8 à 10 ans
- Terrains
 - Agencements, aménagement terrains 10 ans
 - Plantations 10 ans
- Matériel et outillage industriel 4 à 10 ans
- Matériel de transport 4 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 à 10 ans
- Mobilier 4 à 10 ans

4.2.8. Dépréciation d'actifs

Les immobilisations incorporelles et corporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénale et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de la comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces derniers sont déterminés sur la base des données budgétaires validées par le Directoire.

4.2.9. Coûts d'emprunt

Les éventuels coûts d'emprunt supportés par la société dans le cadre du financement d'immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisés en charges l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

4.2.10. Immobilisations financières

Les titres de participation sont constitués du coût d'acquisition des titres HUMALYS incluant les frais d'acquisition des titres. Lors de la clôture, la société procède à la détermination de leur valeur d'utilité (valeur représentant ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir).

Lorsque la valeur d'utilité à la clôture de ces immobilisations financières est inférieure à la valeur comptabilisée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements versés aux bailleurs pour la location de locaux, ainsi que d'un contrat de liquidité conclu lors de l'introduction en bourse de la Société en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres. Lorsque la valeur recouvrable à la clôture de ces immobilisations financières est inférieure à la valeur comptabilisée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence, ou en ce qui concerne le contrat de liquidité pour le montant de la différence entre la valeur comptabilisée et la valeur recouvrable calculée à partir du cours moyen du titre en décembre 2010.

4.2.11. Stocks

Les stocks sont enregistrés au coût d'acquisition sur la base du prix réel. Des provisions sont constituées sur la base de la valeur nette de réalisation.

4.2.12. Créances et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

4.2.13. Disponibilités

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires.

4.2.14. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent les OPCVM, dépôts à terme et BMTN, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

4.2.15. Engagements envers les salariés

Les salariés de la société peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite. Depuis le 31 décembre 2005, les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme de provisions.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées une fois par an, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité

supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement les hypothèses suivantes :

- un taux d'actualisation,
- un taux d'augmentation de salaires et
- un taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles sont reconnus au compte de résultat.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, la société comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont exigibles, la société n'étant pas engagée au-delà des cotisations versées.

4.2.16. Subventions

Les subventions sont enregistrées lors de la signature des contrats.

Les subventions d'investissements sont enregistrées au passif du bilan en « Subventions d'investissements » au sein des capitaux propres. Ces subventions sont ramenées au résultat (dans la rubrique « Autres produits exceptionnels ») au fur et à mesure de la constatation des amortissements économiques et dérogatoires des actifs financés à l'aide de ces subventions.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits d'exploitation dans la rubrique « Autres produits d'exploitation » au même rythme que les charges financées par ces subventions.

4.2.17. Avances conditionnées

Les avances conditionnées sont enregistrées au passif du bilan en « Avances conditionnées ». En cas de constat d'échec prononcé, l'abandon de créance consenti est enregistré en « Autres produits exceptionnels » en cas d'octroi pour le financement de projets inscrits à l'actif du bilan en « Frais de développement », et en « Subventions d'exploitation » en cas d'octroi pour des projets de recherche ou de développements non inscrits à l'actif du bilan.

4.2.18. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées, lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

4.2.19. Dettes

Les dettes sont évaluées pour leur montant nominal.

4.2.20. Chiffre d'affaires

Le savoir-faire et la propriété intellectuelle de Vivalis sont principalement exploités dans trois domaines :

- i. La fabrication de vaccins. Vivalis propose des licences de recherche et des licences commerciales de ses lignées cellulaires EBx® à des sociétés de biotechnologie et à l'industrie pharmaceutique pour la production de vaccins viraux.
- ii. La mise au point de systèmes de production (« d'expression ») de protéines thérapeutiques recombinantes et d'anticorps monoclonaux. Vivalis collabore avec des entreprises de biotechnologie du secteur et leur propose des licences de recherche sur ses lignées cellulaires embryonnaires souches EBx® pour la production de protéines recombinantes.
- iii. La construction d'un portefeuille de produits dans les vaccins et les molécules anti-virales identifiées au moyen de sa plateforme 3D-Screen.

Le chiffre d'affaires réalisé par Vivalis correspond :

- aux prestations de recherche réalisées pour le compte de clients dans le cadre d'accords commerciaux mentionnés ci avant ;
- au droit d'utilisation de « matériel » biologique, notamment à des fins de tests par les clients avant signature de contrats de licences.

Pour les prestations de recherche, le chiffre d'affaires est reconnu en fonction de la réalisation des prestations prévues contractuellement. Le chiffre d'affaires au titre des ventes de droit d'utilisation de « matériel » biologique est reconnu lors de la livraison aux clients.

Les éventuels rabais, remises, ristournes consentis aux clients sont comptabilisés simultanément à la reconnaissance des ventes. Ils sont classés en réduction du chiffre d'affaires.

4.2.21. Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits d'exploitation dans la rubrique « Autres produits d'exploitation » au même rythme que les charges financées par ces subventions.

4.2.22. Autres produits

Les autres produits comprennent pour l'essentiel :

- les rémunérations forfaitaires au titre de concessions de licence,
- les royalties.

Les rémunérations forfaitaires au titre des concessions de licence sont dues par les partenaires en fonction de la réalisation de différentes étapes. En règle générale, un paiement forfaitaire est dû en début de contrat (« up-front payment »), et des paiements complémentaires sont dus en fonction de la réalisation d'étapes (« milestones »). Le produit est reconnu en fonction de la facturation effectuée selon les bases contractuelles.

Les royalties sont enregistrées en produit en fonction des chiffres d'affaires réalisés sur la période par les partenaires.

4.2.23. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, ou de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que les cessions ou mises au rebut d'immobilisations, les dotations ou reprises d'amortissements dérogatoires, les quote-part de subventions d'investissement enregistrées en résultat, les abandons de créances au titre des avances conditionnées, etc...

4.2.24. Impôt sur les sociétés

La rubrique « charge d'impôt » inclut l'impôt exigible au titre de la période après déduction des éventuels crédits d'impôt, notamment crédit d'impôt recherche.

a. Impôt exigible

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les positions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date d'établissement des informations financières.

b. Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

En application de l'article 41 de la loi 2010-1657 du 29 décembre 2010, la société ne bénéficie plus de la mesure de remboursement anticipé de son excédent de CIR, contrairement aux 2 années précédentes. En effet, en raison de son rattachement à un groupe ne répondant pas à la définition communautaire des PME, cette mesure de remboursement anticipé n'est plus applicable à la société.

4.2.25. Résultat par action / résultat dilué par action

Le résultat net de base par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, corrigées, le cas échéant, des détentions par la société de ses propres actions.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre d'actions ordinaires en circulation majoré de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives. En cas de résultat déficitaire, le résultat net dilué par action est identique au résultat net de base par action.

4.3. NOTES AU BILAN

4.3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2010	Mouvements de la période			31 décembre 2010
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Frais de développement	7 619	274	0	0	7 893
Fonds commerciaux	0	0	0	0	0
Concession, brevet et droit	3 172	0	0	-1 696	1 476
Logiciels	157	75	0	0	232
En cours	15	326	0	-31	310
Autres	0	0	0	0	0
Immobilisations brutes	10 963	675	0	-1 727	9 911
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Frais de développement (1)	1 793	656	0	0	2 449
Concession, brevet et droit	741	167	0	0	908
Logiciels	134	40	0	0	174
Cumul amort. économiques et dépréciation	2 668	863	0	0	3 531
Immobilisations nettes	8 295	-188	0	-1 727	6 380
Frais de développement	2 141	166	-156	0	2 151
Concession, brevet et droit	0	0	0	0	0
Logiciels	18	21	-17	0	22
Cumul amort. dérogatoires	2 159	187	-173	0	2 173
Valeur nette fiscale des immobilisations	6 136	-375	173	-1 727	4 207
(1) : dont dépréciation	149	0	0	0	149

Frais de développement :

Au cours de l'exercice 2010, de nouveaux frais de développement ont été enregistrés à l'actif du bilan pour un montant de 274 K€ en application du principe comptable défini en note 4.2.5.

Concession, brevet et droit :

Une actualisation des perspectives de redevances futures à devoir a été réalisée fin 2010 et une réduction de 1696 K€ a été enregistrée en conséquence. Cette réduction est due :

- au décalage des revenus attendus sur des contrats de licenciés, qui se prolongent en dehors de la période de prise en compte pour les redevances futures,
- à l'arrêt de certains programmes de développement de nos clients.

Les redevances activées des licences acquises représentent, au 31 décembre 2010, une valeur de 1 250 K€ couverte par des dettes sur immobilisations au passif de 665 K€ (voir note 4.3.17).

Les immobilisations d'une valeur de 310K€ correspondent aux frais engagés par Vivalis pour l'acquisition d'une nouvelle technologie. Les négociations sont encore en cours.

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2009	Mouvements de la période			31 décembre 2009
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Frais de développement	7 312	307	0	0	7 619
Fonds commerciaux	0	0	0	0	0
Concession, brevet et droit (1)	3 092	80	0	0	3 172
Logiciels	150	7	0	0	157
En cours	8	7	0	0	15
Autres	0	0	0	0	0
Immobilisations brutes	10 562	401	0	0	10 963
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Frais de développement (2)	1 184	609	0	0	1 793
Concession, brevet et droit (1)	583	158	0	0	741
Logiciels	96	38	0	0	134
Cumul amort. économiques et dépréciation	1 863	805	0	0	2 668
Immobilisations nettes	8 699	-404	0	0	8 295
Frais de développement	2 099	197	-155	0	2 141
Concession, brevet et droit	0	0	0	0	0
Logiciels	21	12	-15	0	18
Cumul amort. dérogatoires	2 120	209	-170	0	2 159
Valeur nette fiscale des immobilisations	6 579	-613	170	0	6 136

(1) : Révision de la perspective de redevances futures à devoir dans le cadre de contrats de licences de brevets dont bénéficie Vivalis.

(2) : dont dépréciation

Frais de développement :

Au cours de l'exercice 2009, de nouveaux frais de développement ont été enregistrés à l'actif du bilan pour un montant de 307 K€ en application du principe comptable défini en note 4.2.5.

Concession, brevet et droit :

Une actualisation des perspectives de redevances futures à devoir a été réalisée à fin 2009. L'impact de cette réévaluation n'étant pas significatif, aucune modification n'a été enregistrée au bilan au 31 décembre 2009.

Une nouvelle licence a également été acquise en 2009 pour un montant évalué à 80 K€.

Les redevances activées des licences acquises représentent, au 31 décembre 2009, une valeur de 2 946 K€ couverte par des dettes sur immobilisations au passif de 2 812 K€ (voir note 4.3.17).

4.3.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2010	Mouvements de la période			31 décembre 2010
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Terrains	732	278	0	0	1 010
Constructions sur sol propre	1 660	3 012	0	0	4 672
Constructions sur sol d'autrui	108	0	-80	0	28
Constr. instal. générales, agencements, et aménagement	1 470	2 420	0	0	3 890
Instal. techniques, mat et outil industriels (1)	5 255	1 354	-5	0	6 604
Instal. générales, aménagements divers	498	19	0	0	517
Matériel de transport	36	13	-22	0	27
Matériel de bureau, informatique, mobilier	451	186	-1	0	636
Emballages récupérables	5	0	0	0	5
Immobilisations corporelles en cours	1 819	4 253	0	-6 059	13
Avances et acomptes	12	0	0	-12	0
Immobilisations brutes	12 046	11 535	-108	-6 071	17 402
Terrains	31	21	0	0	52
Constructions sur sol propre	316	146	0	0	462
Constructions sur sol d'autrui (2)	87	7	-78	0	16
Constr. instal. générales, agencements, et aménagement	637	294	0	0	931
Instal. techniques, mat et outil industriels	1 932	798	-2	0	2 728
Instal. générales, aménagements divers	42	39	0	0	81
Matériel de transport	36	4	-22	0	18
Matériel de bureau, informatique, mobilier	235	80	-1	0	314
Emballages récupérables	4	1	0	0	5
Cumul des amortissements	3 320	1 390	-103	0	4 607
Pertes de valeur	0	0	0	0	0
- installations et agencements	0	0	0	0	0
Immobilisations nettes	8 726	10 145	-5	-6 071	12 795

(1) : dont matériels de Bioproduction.

(2) : dont dépréciation

La société a achevé la construction de son nouveau laboratoire R&D à Saint-Herblain, les équipes se sont progressivement installées dans ces nouveaux locaux en juin 2010. Le coût total de la construction (infrastructure) de ce laboratoire s'élève à 5 953 K€. Une partie de ces coûts était enregistrée au 31/12/2009 pour 1 808K€. L'amortissement de ce laboratoire a démarré mi juin 2010, et une partie des équipements d'infrastructure (traitement de l'air, climatisation et chauffage) est amortie en dégressif.

Parallèlement, des investissements importants en matériels et mobilier ont été réalisés en 2010 pour équiper ce nouveau laboratoire pour environ 760 K€.

Suite à la libération des locaux du Chêne Lissé et de Bio-Ouest, les coûts de remise en état ont été comptabilisés en charges de l'exercice et la provision pour dépréciation constatée au 31/12/2009 pour 45K€ a été reprise.

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2009	Mouvements de la période			31 décembre 2009
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Terrains	333	399	0	0	732
Constructions sur sol propre	1 660	0	0	0	1 660
Constructions sur sol d'autrui	108	0	0	0	108
Constr. instal. générales, agencements, et aménagements	1 470	0	0	0	1 470
Instal. techniques, mat et outil industriels (1)	3 806	1 451	-2	0	5 255
Inst. générales, aménagements divers	460	38	0	0	498
Matériel de transport	41	0	-5	0	36
Matériel de bureau, informatique, mobilier	318	133	0	0	451
Emballages récupérables	5	0	0	0	5
Immobilisations corporelles en cours	45	2 645	0	-871	1 819
Avances et acomptes	15	12	0	-15	12
Immobilisations brutes	8 261	4 678	-7	-886	12 046
Terrains	23	8	0	0	31
Constructions sur sol propre	242	74	0	0	316
Constructions sur sol d'autrui	31	56	0	0	87
Constr. instal. générales, agencements, et aménagements	510	127	0	0	637
Instal. techniques, mat et outil industriels	1 338	595	-1	0	1 932
Inst. générales, aménagements divers	7	35	0	0	42
Matériel de transport	39	2	-5	0	36
Matériel de bureau, informatique, mobilier	178	57	0	0	235
Emballages récupérables	2	2	0	0	4
Cumul des amortissements	2 370	956	-6	0	3 320
Pertes de valeur	0	0	0	0	0
- installations et agencements	0	0	0	0	0
Immobilisations nettes	5 891	3 722	-1	-886	8 726

(1) : dont matériels de Bioproduction.

La construction d'un nouveau bâtiment à proximité du site de la Chauvinière a commencé début 2009.

Le terrain a été acquis en 2009 pour 399 K€ et le coût de cette construction s'élève au 31/12/2009 à 1 808K€.

Des investissements importants ont été réalisés en 2009 en matériel de laboratoire pour le département process développement à la suite de l'extension réalisée en 2008. Ils s'élèvent à 1 134 K€.

Vivalis a informé le propriétaire des laboratoires pris en location sur les sites de Chêne Lasse et de Bio Ouest qu'elle quittera les locaux au cours de l'année 2010 suite à l'achèvement du nouveau laboratoire en cours de construction. Compte tenu de cette décision, une partie des investissements réalisés sur ces deux sites ne seront plus utilisés et non repris. Une dépréciation de leur valeur à l'actif a donc été constatée au 31/12/2009 pour un montant de 45 K€.

4.3.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2010	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2010
Titres de participations	0	11 039	0	11 039
Prêts (1)	40	17	0	57
Dépôt et cautionnement	36	0	-21	15
Contrat de liquidité	602	1	-2	601
Total brut	678	11 057	-23	11 712
Dépréciation Dépôt et cautionnement	0	14	0	14
Dépréciation Contrat de liquidité	88	31	0	119
Total Dépréciations	88	45	0	133
Total net	590	11 012	-23	11 579
Titres de participations	0	23	0	23
Cumul amort. Dérogatoires	0	23	0	23
Valeur nette fiscale	590	10 989	-23	11 556

(1) : prêts long terme dans le cadre de l'effort construction

En 2010, Vivalis a acquis la totalité des titres de la société Humalys pour un montant de 11 039K€. Ce coût est constitué du prix d'acquisition pour 10 439 K€, des coûts d'acquisition pour 115 K€ et d'un complément de prix de 486 K€ calculé en fonction des revenus encaissés par Humalys en 2010 (voir 4.1). Ces paiements de succès sont plafonnés à un montant maximal de 15 millions d'euros sur une période maximale de 15 ans. Le paiement de cette acquisition étant étalé, le montant restant dû au 31/12/2010 de 7 235 K€ ; il est intégré dans les dettes diverses (voir point 4.3.17).

Le contrat de liquidité signé en juillet 2007 s'élève à un montant de 600 K€ au 31/12/2010. Ce contrat de liquidité comprend une partie en disponibilités et une partie en actions Vivalis. La partie en actions a été valorisée sur la base du cours moyen de décembre 2010, nécessitant une dépréciation complémentaire pour un montant de 31 K€, portant celle-ci à 119 K€.

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2009	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2009
Prêts (1)	24	16	0	40
Dépôt et cautionnement	33	8	-5	36
Contrat de liquidité	602	2	-2	602
Total brut	659	26	-7	678
Dépréciation Contrat de liquidité	272	0	-184	88
Total Dépréciations	272	0	-184	88
Total net	387	26	177	590

(1) : prêts long terme dans le cadre de l'effort construction

Une reprise de la dépréciation du contrat de liquidité pour un montant de 184 K€ a été constaté en 2009 portant la dépréciation totale à un montant de 88K€.

4.3.4. STOCKS ET ENCOURS

a. Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2010	Augmentat°	Diminutions	31 décembre 2010
Matières premières approvisionnements	387	114	0	501
En-cours de production de biens	0	0	0	0
Total	387	114	0	501

b. Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2009	Augmentat°	Diminutions	31 décembre 2009
Matières premières approvisionnements	334	53	0	387
En-cours de production de biens	0	0	0	0
Total	334	53	0	387

4.3.5. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Clients	558	641
Clients douteux	0	67
Total brut	558	708
Prov. Dépréc. Comptes clients	0	-57
Total créances clients (valeur nette)	558	651

Une part importante des créances clients au 31 décembre 2010 correspond à des prestations facturées à la filiale Humalys.

a. Au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Clients	547	547	0
Clients douteux	0	0	0
Clients - factures à établir	11	11	0
Total	558	558	0

La provision pour dépréciation des comptes clients douteux constatée en 2009 pour 57 K€ a été reprise en 2010.

b. Au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Clients	641	641	0
Clients douteux	67	0	67
Clients - factures à établir	0	0	0
Total	708	641	67

Une provision pour dépréciation des comptes clients douteux a été constatée en 2009 pour 57 K€.

4.3.6. AUTRES CREANCES

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Impôt sur les sociétés et T.P.	2 090	1 138
T.V.A.	360	668
Subventions	4 419	5 326
Autres créances d'exploitation	114	95
Créances sur cession d'immobilisations	0	0
Provision pour dépréciation	0	0
Total autres créances (valeur nette)	6 983	7 227

Les créances d'impôts sur les sociétés correspondent en quasi-totalité au Crédit d'Impôt Recherche (CIR).

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
CIR 2010	2 087	
CIR 2009	0	1 134
CIF 2009	0	2
Réduction d'impôt divers	3	2
Provision pour dépréciation		
Total créances impôts société (valeur nette)	2 090	1 138

Le CIR 2009 a été remboursé au cours de l'exercice 2010.

Au 31 décembre 2010, les créances au titre des subventions et des avances s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Attribué	Versé	Solde
OSEO (2006)	100	30	70
MINEFI (2006)	954	954	0
REGION (2008)	231	231	0
DIACT (2008)	550	220	330
REGION (2009)	894	894	0
OSEO (2009)	6 016	2 956	3 060
NANTES (2009)	894	358	536
DEPT 44 (2009)	87	44	43
ANR (2010)	541	162	379
Divers	27	26	1
Total des subventions et des avances	10 294	5 875	4 419

Au cours de l'année 2010, la subvention Minéfi (2006) a été clôturée. Une nouvelle subvention ANR sur le programme NS5B a été accordée en janvier 2010 sur une durée de 3 ans.

a. Au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Impôt sur les sociétés et T.P.	2 090	0	2 090
T.V.A.	360	307	53
Subventions	4 419	2 694	1 725
Personnel et comptes rattachés	4	0	4
Sécurité Sociale et autres organismes	44	44	0
Débiteurs divers	66	66	0
Total	6 983	3 111	3 872

b. Au 31 décembre 2009*En milliers d'euros*

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Impôt sur les sociétés et T.P.	1 138	1 138	0
T.V.A.	668	343	325
Subventions	5 326	3 487	1 839
Personnel et comptes rattachés	4	0	4
Sécurité Sociale et autres organismes	30	30	0
Débiteurs divers	61	61	0
Total	7 227	5 059	2 168

4.3.7. TRESORERIE NETTE**a. Eléments constitutifs de la trésorerie nette***En milliers d'euros*

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Disponibilités (1)	322	75
Dépôts à terme	18 000	6 000
Valeurs mobilières de placement (2)	20 940	17 486
Trésorerie active	39 262	23 561
Concours bancaires	2	1
Trésorerie passive	2	1
Trésorerie Nette	39 260	23 560
(1) dont effets à l'encaissement ou à l'escompte :	0	0
(2) dont produits à recevoir sur certaines valeurs	0	0

b. Valeurs mobilières de placement

La Société adopte une position conservatrice et prudente dans sa stratégie de gestion financière. La société répartit ses actifs auprès de plusieurs établissements bancaires français, et pour chacun d'eux dans plusieurs supports. Les banques de la Société sont : le Crédit Agricole, LCL, Natixis, la Caisse d'Epargne, Le Crédit Mutuel.

*** Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010***En milliers d'euros*

	1er janvier 2010	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2010
SICAV	11 623	33 295	-30 580	14 338
Fonds commun de placement	5 863	15 239	-15 500	5 602
BMTN / Certificats de dépôts	0	1 000	0	1 000
Total	17 486	49 534	-46 080	20 940

*** Situation au 31 décembre 2010***En milliers d'euros*

	Valeur historique	Prix de marché	Intérêts courus
SICAV	14 338	14 342	
Fonds commun de placement	5 602	5 604	
Certificats de dépôts	1 000	1 005	5
Total	20 940	20 951	5

Au 31/12/2010, les plus-values latentes sur les valeurs mobilières de placement sont de 6 K€.

*** Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009**

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2009	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2009
SICAV	2 147	27 033	-17 557	11 623
Fonds commun de placement	16 254	42 939	-53 330	5 863
BMTN / Certificats de dépôts	4 013	0	-4 013	0
Total	22 414	69 972	-74 900	17 486

*** Situation au 31 décembre
2009**

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur historique	Prix de marché	Intérêts courus
SICAV	11 623	11 624	
Fonds commun de placement	5 863	5 864	
Certificats de dépôts	0	0	0
Total	17 486	17 488	0

Au 31/12/2009, les plus-values latentes sur les valeurs mobilières de placement sont de 2 K€.

Les informations sur les supports de placement sont détaillées dans le document ci-après.

c. Détail des éléments de la trésorerie et équivalents de trésorerie de la société au 31/12/2010

BANQUE	NOM	CATEGORIE	ISIN	MONTANT	CLASSIFICATION	OBJECTIFS	COMPOSITION-STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	RISQUES	VOLATILITE 1 an (au 14/02/2010)	ECHÉANCE
1 CM-CIC ASSET MANAGEMENT	UNION CASH	FCP	FR00006979825	992 510	Monétaire Euros	L'objectif est de réaliser une performance égale au marché monétaire (EONIA moyenne arithmétique) diminué des frais de gestion réels. Le style de gestion du fonds est actif afin d'obtenir une performance égale à celle du marché monétaire dans un contexte de risque de marché comparable à celui donné par son indice de référence, tout en respectant la régularité de la progression de la valeur liquidative.	La stratégie de gestion s'appuie principalement sur des investissements en titres de créances négociables et en obligations en Euros à référence monétaire. Pas d'exposition au risque action. Pas de risque de change pour le résident zone €.	Risque de taux d'intérêt. Risque de crédit. Accroissement, risque de perte en capital	0,07	Durée de placement min recommandée : 7 jours
2 Crédit Agricole - LCL	AMUNDI TRESO EONIA	FCP	FR0007435920	2 146 921	Monétaire Euros	L'objectif de gestion du Fonds consiste à offrir aux investisseurs une performance supérieure à celle du marché monétaire (EONIA) capitalisé, diminué des frais de gestion réels.	L'univers du fonds est centré sur les instruments du marché monétaire et obligataire.	Risque de crédit. Risque de taux. Accroissement, risque de perte en capital	0,05	Durée de placement min recommandée : 1 jour
3 CM-CIC ASSET MANAGEMENT	OCEAN TRESORERIE	FCP	FR0007045877	1 002 225	Monétaire Euros	L'objectif de gestion est similaire à celui du fonds maître, à savoir de réaliser une performance égale au marché monétaire (EONIA moyenne arithmétique) diminué des frais de gestion réels. Le style de gestion du fonds maître est actif afin d'obtenir une performance égale à celle du marché monétaire dans un contexte de risque de marché comparable à celui donné par son indice de référence, tout en respectant la régularité de la progression de la valeur liquidative.	Le fonds est investi en permanence et en totalité dans l'OPVMC maître GEMAST MONETAIRE et à titre d'accessoire en liquidités. Le fonds maître s'appuie principalement sur des investissements en titres de créances négociables et en obligations en Euros à référence monétaire. Pas d'exposition au risque action. Pas de risque de change pour le résident zone €.	Risque de crédit. Risque de taux. Accroissement, risque de perte en capital et risque de contrepartie	0,06	Durée de placement min recommandée : supérieure à 7 jours
4 NATIXIS	NATIXIS CASH EONIA	FCP	FR0007084926	1 460 104	Monétaire Euros	L'objectif du fonds est d'obtenir une progression de sa valeur liquidative supérieure au taux au jour le jour du marché interbancaire en euro (EONIA), diminuée des frais de gestion, avec la plus grande régularité possible.	Le portefeuille se compose majoritairement de titres de créances et valeurs assimilées de toutes natures, à court et moyen terme, essentiellement émis par des émetteurs privés dont la notation minimale long terme sera BBB- ou Baaf3.	Risque de crédit. Risque de taux. Accroissement, risque de contrepartie et risque fiscal	0,05	Durée de placement min recommandée : de quelques jours à quelques semaines
5 Banque privée 1818	ABSOLUT VEGA	SICAV	FR0000298457	2 507 401	Monétaire Euros	L'objectif du fonds est d'obtenir une progression de sa valeur liquidative supérieure au taux au jour le jour du marché interbancaire en euro (EONIA), diminuée des frais de gestion.	La SICAV se compose principalement de titres de créances, d'obligations et d'instruments de taux émis par des entités publiques et/ou privées, ainsi que d'instruments monétaires.	Risque de crédit. Risque de taux. Risque de perte en capital. Risque spécifique ABS et MBS	0,05	Durée de placement min recommandée : de 1 jour à 3 mois.
6 Crédit Agricole	SEQUIN	SICAV	FR0010114108	9 672 970	Monétaire Euros	Le fonds est un fonds monétaire dynamique dont l'objectif est d'obtenir, sur la durée de placement recommandée, une performance égale à l'Eonin capitalisé OIS, diminué des frais de gestion réels, ce taux correspond au rendement d'un placement au taux EONIA corrigé chaque jour.	L'investissement est réalisé sur des instruments de taux. Pour se rapprocher de la performance régulière du marché monétaire, le risque de taux est systématiquement couvert sur une échéance supérieure à 3 mois.	Risque de crédit Risque de taux Risque de perte en capital	0,04	Durée de placement min recommandée d'une semaine.
7 NATIXIS	NATIXIS TRESO EURIBOR 3 MOIS	SICAV	FR0000293714	2 157 711	Monétaire Euros	La SICAV a pour objectif d'obtenir une progression de sa valeur liquidative supérieure au taux au jour le jour du marché interbancaire en euro (EONIA), diminuée des frais de gestion relatifs à chaque catégorie d'actions, avec la plus grande régularité possible. Ces frais de gestion maximums sont compris dans une fourchette allant de 0,20% à 0,50%, selon la catégorie d'actions.	Le portefeuille se compose majoritairement de titres de créances et valeurs assimilées de toutes natures, à court et moyen terme, essentiellement émis par des émetteurs privés dont la notation minimale long terme sera BBB- ou Baaf3.	Risque de crédit Risque de taux Risque spécifique ABS et MBS. Accroissement, risque de contrepartie et risque fiscal	0,05	Durée de placement min recommandée : 3 mois.
8 Caisse d'Epargne	Certificat de dépôt	CDN	N/A	1 000 000	Certificat de dépôt négociable	Taux fixe - intérêts post complés	Risque établissement CEP	Risque établissement CEP		9 mois - échéance au 29/04/2011
9 Crédit Agricole	DAT Entreprise 2 ans	DAT		2 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Risque établissement CRCA	Risque établissement CRCA		26/02/2011
10 Crédit Agricole	DAT Entreprise 2 ans	DAT		2 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Amou Maine	Risque établissement CRCA		30/06/2011
11 Crédit Agricole	DAT Entreprise 2 ans	DAT		5 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Amou Maine	Risque établissement CRCA		29/07/2012
12 Caisse d'Epargne	DAT Capito Prestance 3 ans	DAT		1 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Risque établissement CEP	Risque établissement CEP		02/07/2012
13 Caisse d'Epargne	DAT Capito Prestance 3 ans	DAT		1 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Bretagne Pays de Loire CEP	Risque établissement CEP		02/07/2012
14 Caisse d'Epargne	DAT Capito Prestance 3 ans	DAT		5 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Bretagne Pays de Loire	Risque établissement CEP		29/07/2013
15 Crédit Mutuel Anjou	Compte à terme 2 ans	DAT		1 000 000	Dépôt à terme	Taux fixe - intérêts post complés	Bretagne Pays de Loire	Risque établissement Crédit Mutuel Anjou		29/07/2012
16 Crédit Mutuel Anjou	Compte à terme 2 ans	DAT		1 000 000	Dépôt à terme	Taux fixe - intérêts post complés	Manuel Anjou	Risque établissement Crédit Mutuel Anjou		29/07/2012
Intérêts courus sur CDN		CDN		5 382	Certificat de dépôt négociable	Taux fixe - intérêts post complés				
Intérêts courus sur DAT		DAT		311 178	Dépôt à terme	Taux fixes et progressifs - intérêts post complés				
Disponibilités	Disponibilité	Disponibilité		5 687	Disponibilité					
FCP				5 601 760						
SICAV				14 338 182						
CDN				1 005 382						
DAT				18 311 178						
Disponibilité				5 687						
				39 262 190						

d. Détails des éléments de la trésorerie et équivalents de trésorerie de la société au 31/12/2009

BANQUE	NOM	CATEGORIE	ISIN	MONTANT	CLASSIFICATION	OBJECTIFS	COMPOSITION-STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	RISQUES	VOLATILITE 1 an (au 1/02/2010)	ECHANCE
1 CMC/C ASSET MANAGEMENT	UNION CASH	FCP	FR0000979825	1 000 007	Monétaire Euros	L'objectif est de réaliser une performance égale au marché monétaire (EONIA) diminué des frais de gestion réels. La politique de gestion est orientée notamment sur des titres de durée courte ce qui permet une progression très régulière de la valeur liquidative adaptée aux placements sur courte période	La stratégie de gestion s'appuie sur des investissements en titres de créances négociables et en obligations en Euros à référence monétaire. Pas d'exposition au risque action	Pas de risque de change pour le résident zone €. Risque de taux d'intérêt. Risque de crédit	0.28	Durée de placement min recommandée 7 jours
2 Crédit Agricole	MONIE 3M	FCP	FR0010187997	726 859	Monétaire Euros	L'objectif de gestion du FCP vise à offrir aux investisseurs une performance égale à l'EONIA Capitalisé diminuée des frais de gestion et de fonctionnement du Fonds	L'univers d'investissement du fonds est centré sur les instruments du marché monétaire et obligataire. Le fonds a vocation à être investi à 100 % de l'actif net dans les actifs suivants : des titres d'Etat de la zone Euro sous forme de pension ou de titres à court terme, des Bons du Trésor ou obligations à court terme émis par les Etats de la zone euro ayant une maturité inférieure à deux ans, des Certificats de dépôts, des London CD % des Billets de Trésorerie de la zone Euro, des obligations des ETATS des EMIN	Risque de crédit Risque de taux Risque de perte en capital Risque de contrepartie	0.13	Durée de placement min recommandée 3 mois
3 CMC/C ASSET MANAGEMENT	OCEAN TRESORERIE	FCP	Pas soumis à agèment AMP	804 334	Monétaire Euros	Ce FCP est destiné aux investisseurs qui recherchent un placement privilégiant la régularité de l'évolution de la valeur liquidative	Le portefeuille sera principalement composé d'obligations, de titres de créances négociables, ainsi que de titres assimilés et sera exposé à un ou plusieurs marchés de taux de la zone euro. Ocean Trésorerie pourra effectuer des opérations sur les marchés de gré à gré (tels que swaps, caps, floors et collars ...) dans la limite de 100 % de l'actif du FCP. Il pourra également effectuer des opérations de pensions. Le FCP pourra investir dans différents OPCVM entre 5 et 50 % de son actif.	Risque de crédit Risque de taux Risques liés aux titres de créances		Durée de placement min recommandée 10 jours
4 Caisse Epargne	ECUREIL EXPANSION	FCP	FR0010057083	1 459 743	Monétaire Euros	Ecureuil Expansion a pour objectif d'obtenir une performance similaire à celle de l'indice Eonia diminuée des frais de gestion réels, en sélectionnant des titres monétaires et obligataires permettant d'obtenir un rendement sans risque.	L'actif d'Ecureuil Expansion est composé d'actifs obligataires, de titres de créance ou d'instruments du marché monétaire. La maturité des titres en portefeuille est comprise entre 0 et 3 ans. Les emprunts d'espèces, les pensions, les dépôts et les instruments dérivés peuvent être utilisés dans le cadre de la gestion de l'actif du Fonds, les instruments dérivés ayant pour objectif d'exposer ou couvrir l'actif du Fonds sur les taux d'intérêt. L'actif peut également être composé de parts ou d'actions d'OPCVM dans le cadre de la gestion de la réserve de liquidité.	Risque de crédit Risque de taux Risque de perte en capital	0.15	Durée de placement min recommandée de quelques jours à 3 mois
5 Crédit Lyonnais	MONETAIRE LARGE	FCP	FR0007430772	1 861 796	Monétaire Euros	L'objectif de gestion du Fonds consiste à offrir aux investisseurs une performance supérieure à l'EONIA capitalisé diminuée des frais de gestion réels.	L'actif du fonds est investi en totalité et en permanence au travers du fonds CAAM TRESO MONETAIRE et accessoirement en liquidités. La stratégie d'investissement du maître est d'investir sur les instruments du marché monétaire et obligataire.	Risque de crédit Risque de taux Risque de perte en capital et Risque de contrepartie	0.18	Durée de placement min recommandée 1 semaine
6 Crédit Agricole	SEQUIN	SICAV	FR0010114108	11 623 601	Monétaire Euros	Le fonds est un fonds monétaire dynamique dont l'objectif est de sur-performer l'indice Eonia capitalisé de 1,5% sur une durée minimum de placement recommandée de 18 mois.		Risque de taux Risque de crédit	0.17	Durée de placement min recommandée 1,5 an
7 Crédit Agricole	DAT Entreprise 2 ans	DAT		2 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post comptes				28/02/2011
8 Crédit Agricole	DAT Entreprise 2 ans	DAT		2 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post comptes				30/06/2011
9 Caisse d'Epargne	DAT Capito Prestance	DAT		2 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post comptes				01/07/2011
10 Intérêts courus sur DAT				68 180	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post comptes				
Disponibilités	Disponibilité	Disponibilité		5 412	Disponibilité					
FCP				5 862 739						
SICAV				11 623 601						
DAT				6 068 180						
Disponibilité				5 412						
				23 559 932						

4.3.8. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

<i>En milliers d'euros</i>	au 31/12/2010	au 31/12/2009
Ach. fourn. et petit mat. bureau	4	13
Entretien et réparations	31	20
Primes d'assurance	60	17
Honoraires	12	43
Frais de déplacement	0	7
Travaux de gardiennage	0	1
Services bancaires	7	0
Charges sociales	5	1
Redevances concessions, brevets,...	13	13
Total	132	115

4.3.9. PRODUITS A RECEVOIR

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Intérêts courus / contrat liquidités	1	2
Créances clients et comptes rattachés	11	0
Autres créances	97	57
Valeurs mobilières de placement (certificats de dépôts)	0	0
Banques - intérêts courus à recevoir sur Dépôt à Terme	317	69
Total des produits à recevoir (1)	426	128

(1) pour 2010 : montant à 1 an au plus : 426 Keuros

(1) pour 2009 : montant à 1 an au plus : 128 Keuros

4.3.10. CAPITAUX PROPRES

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2010	Mouvements de la période			31 décembre 2010
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Capital social ou individuel	2 220	929	0	0	3 149
Primes d'émission, de fusion, d'apport	33 697	29 515	-1 101	0	62 111
Réserves règlementées	12	0	0	0	12
Report à nouveau	-4 942	0	0	-3 273	-8 215
Résultat de l'exercice	-3 273	0	-5 319	3 273	-5 319
Subventions d'investissement nettes	1 183	0	-189	0	994
Provisions règlementées	2 159	210	-174	0	2 195
Total des capitaux propres	31 056	30 654	-6 783	0	54 927

Le capital social d'un montant de 3 149 K€ est composé au 31 décembre 2010 de 20.993. 647 actions dont 8.359.095 actions au porteur d'une valeur nominale unitaire de 0,15 € intégralement libérée.

Les primes d'émission ont été versées successivement :

- en 2002 lors d'une augmentation de capital ;
- en 2003 lors de l'émission de bons de souscription d'actions ;
- entre 2004 et 2010 lors de nouvelles augmentations de capital chaque année.

Au 31 décembre 2010, le capital était principalement détenu (pourcentage arrondis) à 52% par le holding « Groupe Grimaud La Corbière S.A. » et pour 40% par le flottant. Le reste du capital social (8 %) est essentiellement détenu par des investisseurs financiers, des salariés et le management.

Il n'a été versé aucun dividende au cours de l'exercice 2010.

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2009	Mouvements de la période			31 décembre 2009
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Capital social ou individuel	2 192	28	0	0	2 220
Primes d'émission, de fusion, d'apport	33 698	23	-24	0	33 697
Réserves réglementées	12	0	0	0	12
Report à nouveau	-5 420	0	0	478	-4 942
Résultat de l'exercice	478	0	-3 273	-478	-3 273
Subventions d'investissement nettes	755	643	-215	0	1 183
Provisions réglementées	2 120	209	-170	0	2 159
Total des capitaux propres	33 835	903	-3 682	0	31 056

Le capital social d'un montant de 2 220 K€ est composé au 31 décembre 2009 de 14.799.131 actions dont 4.459.890 actions au porteur d'une valeur nominale unitaire de 0,15 € intégralement libérée.

Les primes d'émission ont été versées successivement :

- en 2002 lors d'une augmentation de capital ;
- en 2003 lors de l'émission de bons de souscription d'actions ;
- entre 2004 et 2009 lors de nouvelles augmentations de capital chaque année.

Au 31 décembre 2009, le capital était principalement détenu (pourcentage arrondis) à 53% par le holding « Groupe Grimaud La Corbière S.A. » et pour 31% par le flottant. Le reste du capital social (16 %) est essentiellement détenu par des investisseurs financiers, des salariés et le management.

Il n'a été versé aucun dividende au cours de l'exercice 2009.

4.3.11. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	MENRT 04G608	REGION NANTES	MINEFI 6075	REGION EPF	REGION EPF
Montant accordé	441	500	954	111	137
Date de l'octroi	5 janvier 2005	13 septembre 2005	11 août 2006	12 octobre 2006	12 octobre 2006
Montant net au 01/01/2009	104	296	73	62	101
Octroi exercice 2009	0	0	0	0	0
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0	0	0
Subv rapportée au Résultat 2009	14	69	25	6	10
Montant net au 31/12/2009	90	227	48	56	91
Octroi exercice 2010	0	0	0	0	0
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0	0	0
Subv rapportée au Résultat 2010	15	65	25	6	10
Montant net au 31/12/2010	75	162	23	50	81

<i>En milliers d'euros</i>	REGION EPF	REGION Energie	OSEO Vivabio	DEPT 44 Nvx Labo	TOTAL
Montant accordé	115	15	556	87	
Date de l'octroi	12 octobre 2006	15 décembre 2008	26 juin 2009	13/10/2009	
Montant net au 01/01/2009	104	15	0	0	755
Octroi exercice 2009	0	0	556	87	643
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0	0	0
Subv rapportée au Résultat 2009	10	0	81	0	215
Montant net au 31/12/2009	94	15	475	87	1 183
Octroi exercice 2010	0	0	0	0	0
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0	0	0
Subv rapportée au Résultat 2010	11	2	53	2	189
Montant net au 31/12/2010	83	13	422	85	994

4.3.12. AVANCES CONDITIONNEES

<i>En milliers d'euros</i>	ANVAR A9908130R	REGION PDL	OSEO Vivabio	NANTES Metropole	TOTAL
Montant accordé	880	894	2 770	894	
Date de l'octroi	3 mai 2000	22 mai 2009	26 juin 2009	16-nov.-09	
Montant Net au 01/01/2009	0	0	0	0	0
Octroi exercice 2009	0	894	2 770	894	4 558
Remboursement au cours de l'exercice 2009	0	0	0	0	0
Abandon de créances de l'OSEO - ANVAR	0	0	0	0	0
Montant Net au 31/12/2009	0	894	2 770	894	4 558
Octroi exercice 2010	0	0	0	0	0
Remboursement au cours de l'exercice 2010	0	0	0	0	0
Abandon de créances de l'OSEO - ANVAR	0	0	0	0	0
Montant Net au 31/12/2010	0	894	2 770	894	4 558

4.3.13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

a. Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2010	Evolution au cours de la période			31 décembre 2010
		Dotation	Reprises		
			Utilisation	Non utilisation	
Litiges	0	12	0	0	12
Risques	0	5	0	0	5
Indemnités fin de carrière	46	0	0	0	46
Impôt forfaitaire annuel	0	0	0	0	0
Total Prov. risques et charges	46	17	0	0	63
- dont exploitation	46	12	0	0	58
- dont financier	0	0	0	0	0
- dont exceptionnel	0	5	0	0	5

b. Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2009	Evolution au cours de la période			31 décembre 2009
		Dotation	Reprises		
			Utilisation	Non utilisation	
Pertes de change latentes	0	0	0	0	0
Indemnités fin de carrière	30	16	0	0	46
Impôt forfaitaire annuel	0	0	0	0	0
Total Prov. risques et charges	30	16	0	0	46
- dont exploitation	30	16	0	0	46
- dont financier	0	0	0	0	0
- dont exceptionnel	0	0	0	0	0

4.3.14. DETTES FINANCIERES

<i>En milliers d'euros</i>		31 décembre 2010	31 décembre 2009
Emprunt CA 1000 KE du 31/01/05 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,65%	426	526
Emprunt CA 800 KE du 31/12/09 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 1,10%	721	800
Emprunt CM 890 KE du 31/01/05 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,60%	379	469
Emprunt CM 450 KE du 16/06/05 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,50%	96	161
Emprunt CM 400 KE du 25/04/06 (1)	taux fixe 3,60%	144	201
Emprunt CM 400 KE du 10/08/07 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,70%	215	272
Emprunt CM 1200 KE du 08/08/08 (1)	taux fixe 5,45%	869	1 025
Emprunt CM 600 KE du 23/12/09 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 1,25%	541	600
Emprunt CM 1 030 KE du 18/06/10 (1)	taux fixe 2,70%	958	0
Emprunt CE 940 KE du 10/01/05 (1)	taux variable CODEVI + 1%	442	539
Emprunt CE 250 KE du 20/04/06 (1)	taux variable CODEVI + 0,90%	97	134
Emprunt CE 400 KE du 10/08/07 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,70%	232	287
Emprunt CE 300 KE du 25/07/08 (1)	taux fixe 5,40%	230	270
Emprunt CE 600 KE du 23/12/09 (1)	taux variable EURIBOR 1 mois + 1,20%	540	600
Emprunt LCL 500 KE du 23/12/09 (1)	taux variable EURIBOR 1 mois + 1,25%	450	500
Emprunt LCL 470 KE du 30/07/10 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,80%	455	0
Concours bancaires courants, soldes créditeurs de banque		2	1
Total		6 797	6 385

(1) dont intérêts courus

Les dates indiquées sont celles du début de l'échéancier.

Aucun covenant n'est associé à ces emprunts qui ont été utilisés pour financer une partie des travaux liés à la construction des laboratoires de Vivalis et leur équipement.

Une convention de répartition de SWAP de taux a été mise en place le 11 juin 2010 entre Groupe Grimaud et la société Vivalis, suite à la conclusion par Groupe Grimaud et la banque Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CACIB) d'un contrat de SWAP de taux pour une durée de trois années.

Dans le cadre de cette convention de répartition, la couverture pour la société Vivalis des ses encours à taux variables est de 18,37% du total du contrat pour la première année, représentant ainsi 2 204K€ au 31 décembre 2010. Cette couverture pour Vivalis sera réajustée aux dates anniversaires du contrat, à 1.856 k€ au 30 juin 2011 et 1.479 k€ au 30 juin 2012.

Le contrat de swap de taux prévoit la perception par GLC chaque trimestre de l'Euribor 3 mois et le paiement d'un taux fixe de 1,31%.

a. au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Total dettes financières	6 797	1 257	4 202	1 338
dont emprunts souscrits dans l'exercice	1 500			
dont emprunts remboursés dans l'exercice	1 091			

b. au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Total dettes financières	6 385	1 024	3 835	1 526
dont emprunts souscrits dans l'exercice	2 500			
dont emprunts remboursés dans l'exercice	728			

4.3.15. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

a. au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Fournisseurs d'exploitation	480	480	0	0
Effets à payer	19	19	0	0
Fourn. Expl.-fact.non parvenues	300	300	0	0
Total	799	799	0	0

b. au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Fournisseurs d'exploitation	641	641	0	0
Effets à payer	43	43	0	0
Fourn. Expl.-fact.non parvenues	300	300	0	0
Total	984	984	0	0

4.3.16. DETTES FISCALES ET SOCIALES

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
T.V.A. à payer	69	67
Autres impôts et taxes	66	170
Rémunération du personnel	508	415
Charges sociales	750	632
Autres dettes sociales	0	0
Total des dettes fiscales et sociales (1)	1 393	1 284
(1) à 1 an au plus	1 328	1 203
à plus d'un an et moins de 5 ans	65	81
à plus de 5 ans	0	0

4.3.17. AUTRES DETTES

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Dû sur titres de participation	7 235	0
Fournisseurs d'immobilisation	1 090	3 387
Autres dettes d'exploitation	23	11
Total des autres dettes	8 348	3 398

La dette sur titres de participation correspond aux montants enregistrés concernant l'acquisition des titres Humalys pour 6 750 K€ en prix fixe et 485K€ en complément de prix (voir note 4.3.3).

Le poste fournisseurs d'immobilisation comprend essentiellement l'estimation des redevances futures à payer au titre des concessions de licence (voir note 4.2.6).

a. au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Dû sur titres de participation	7 235	2 485	4 750	
Fournisseurs d'immobilisations	954	460	314	180
Fourn. Immob-fact. non parvenues	136	136		
Autres dettes	23	23		
Total	8 348	3 104	5 064	180

b. au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Fournisseurs d'immobilisations	3 340	698	1 330	1 312
Fourn. Immob-fact. non parvenues	47	47		
Autres dettes	11	11		
Total	3 398	756	1 330	1 312

4.3.18. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Subvention d'exploitation	1 287	1 711
Prestation de recherches et redevances	18	130
Total des produits constatés d'avance	1 305	1 841

a. au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Subvention d'exploitation	1 287	472	745	70
Prestation de recherche et redevances	18	18		
Total	1 305	490	745	70

Au 31/12/2010, ce poste contient :

- une subvention de 100 K€ obtenue en 2006 ; un montant de 5 K€ a été pris en produit sur l'exercice 2007 et 25 K€ sur 2008. Le produit constaté par avance représente 70 K€.
- une subvention de 550 K€ obtenue en décembre 2008 ; un montant de 30 K€ a été pris en produit sur l'exercice 2009 et 160 K€ pour 2010. Le produit constaté par avance représente donc 360 K€.
- une subvention a été obtenue en juin 2009 pour un montant total de 2 690 K€. Le produit pris en compte sur 2009 s'élève à 1 569 K€ et à 718 K€ sur 2010. Le produit constaté par avance représente 403 K€.
- une subvention a été obtenue en janvier 2010 pour un montant total de 541 K€. Le produit pris en compte sur 2010 s'élève à 87K€. Le produit constaté par avance représente 454 K€.

b. au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Subvention d'exploitation	1 711	711	930	70
Prestation de recherche et redevances	130	130		
Total	1 841	841	930	70

Au 31/12/2009, ce poste contient 3 subventions : une subvention obtenue en 2006 pour 70K€, une subvention de 2008 pour 520 K€ et une subvention de 2009 pour 1 121 K€.

4.3.19. CHARGES A PAYER

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	300	300
Dettes fiscales et sociales	874	713
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	136	47
Emprunts et dettes financières	26	24
Autres dettes	23	10
Total des charges à payer (1)	1 359	1 094
(1) dettes à 1 an au plus		

4.4 NOTES AU COMPTES DE RESULTAT

4.4.1. CHIFFRES D’AFFAIRES

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Prestations de recherche	1 292	735
Autres prestations	95	0
Total	1 387	735

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Ventes en France	542	296
Ventes à l'export	845	439
Total	1 387	735

4.4.2. PRODUCTION IMMOBILISEE

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Frais de développement	274	307
Immobilisations financières	115	0
Immobilisations corporelles	118	0
Total	507	307

En 2010, la production immobilisée sur immobilisations financières concernent les coûts d’acquisition de la filiale Humalys, celle sur immobilisations corporelles concerne la construction du nouveau laboratoire de recherche.

4.4.3. SUBVENTIONS D’EXPLOITATION

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
ANR	87	0
DATAR	0	99
ANRT	12	14
Région Pays de Loire	0	30
MINEFI	0	375
DIACT	160	30
OSEO	718	1 569
Autres	16	2
Total	993	2 119

La DIACT a accordé à Vivalis une subvention en 2008 de 550 K€. Les montants inscrits en subvention résultent des emplois créés sur la période. Un produit de 10 K€ est enregistré par emploi créé. Le produit constaté sur 2010 est de 160 K€.

L'ANR a accordé une subvention de 541 K€ en 2010. Le produit constaté sur 2010 est de 87 K€.

OSEO a accordé en 2009 une subvention « VIVABIO » d'un montant total de 2 690 K€. Le produit constaté sur 2010 est de 718 K€. Le produit est basé sur les dépenses engagées par Vivalis depuis le 27 mai 2008, date de début du financement). Il est évalué en fonction des coûts réels engagés par lot en comparaison au budget prévu contractuellement pour chacun de ces lots, dans la limite d'un dépassement plafonné à 10% du budget.

En 2010, la société a arrêté de constater le produit à compter du 8 octobre 2010, date à laquelle notre partenaire Innate Pharma a pris la décision d'arrêter le développement de son produit. En conséquence, OSEO a souhaité faire un point d'étape à cette date en suspendant la poursuite du financement du programme à la réalisation d'un audit technique.

4.4.4. AUTRES PRODUITS

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<i>En milliers d'euros</i>		
UpFront et Milestones (1)	3 395	3 989
Autres	0	0
Total	3 395	3 989

(1) cf note 4.2.20

4.4.5. REPRISES SUR AMORTISSEMENT, PROVISIONS ET TRANSFERT DE CHARGE

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<i>En milliers d'euros</i>		
Reprises de provisions sur créances clients	56	0
Transferts de charges d'exploitation	478	326
Total	534	326

Les transferts de charges correspondent à la refacturation de prestations externes à certains clients.

4.4.6. ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Principales charges <i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Travaux par tiers divers	1 149	1 095
Honoraires	949	877
Entretien et réparations	517	442
Frais de déplacement	269	195
Prestations administratives	252	261
Missions et réceptions	132	85
Electricité	104	68
Frais postaux et de télécommunication	88	59
Transport divers	85	66
Honoraires formation	78	39
Analyses	78	115
Services bancaires	77	33
Colloques, séminaires, conférences	75	51
Locations immobilières	72	141
Traitement déchets et ordures	64	72
Primes d'assurance	52	41
Publicité, publications, rel.pub	45	50
Charges locatives	22	47
Eau	15	72
Autres	143	88
Total	4 266	3 897

4.4.7. IMPOTS ET TAXES

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Impôts et taxes sur rémunérations	91	73
Formation	65	54
Efforts construction	0	-2
Taxe d'apprentissage	26	21
Autres impôts et taxes	122	45
Impôts locaux	29	26
Taxe professionnelle	0	-13
CFE - CVAE	28	0
Taxe sur les véhicules de sociétés	3	2
Taxe ORGANIC	8	9
Impôt forfaitaire annuel	0	4
Contribution Emploi Handicapés	18	12
Retenues à la source	0	4
Droits d'enreg. et de timbres	33	1
Autres impôts et taxes	3	0
Total	213	118

4.4.8. PERSONNEL

a. Effectifs

Effectif moyen	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Cadres et professions intellectuelles supérieures	52	43
Professions intermédiaires	30	26
Employés	3	3
Ouvriers	1	0
Personnel détachés	0	0
Total	86	72

Effectif présent au 31 décembre 2010 : 90 salariés dont 81 CDI et 9 CDD

Effectif présent au 31 décembre 2009 : 78 salariés dont 65 CDI et 13 CDD

b. Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Salaires et traitements	3 944	3 225
Charges sociales	1 748	1 412
Charges fiscales	91	73
Autres charges de personnel	64	53
Total	5 847	4 763

c. Rémunérations allouées aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Rémunération fixe	388	355
Rémunération variable	69	60
Avantages en nature	6	5
Total Membres du Directoire	463	420
Jetons de présence	40	40
Total Membres du Conseil de Surveillance	40	40
TOTAL	503	460

Attributions d'actions gratuites

membres du Directoire	0	162 000
membres du Conseil de Surveillance	néant	néant

Stocks Options (nombre d'actions souscrites)

membres du Directoire	0	0
membres du Conseil de Surveillance	0	0

Bons de Souscriptions d'Actions (nb d'actions souscrites)

membres du Directoire	0	0
membres du Conseil de Surveillance	0	0

d. Droits individuels à la formation

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Droit acquis en heures sur l'exercice	1 552	1 195
Heures cumulées n'ayant pas donné lieu à demande	3 928	2 738

Conformément à la position du Conseil National de la Comptabilité, le droit individuel à la formation ne donne pas lieu à enregistrement de provisions.

e. Avantages au personnel**Hypothèses retenues pour l'évaluation de la provision retraite**

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Taux d'actualisation	3.32%	3.59%
Taux d'augmentation des salaires	2.50%	2.50%
Taux de charges sociales	47.22%	46.81%
Taux de rotation	8.49%	7.98%

Variation de l'engagement net et réconciliation de la provision

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Engagement à l'ouverture de la période	46	30
Engagement à la clôture de la période	46	46
Provision à l'ouverture de la période	46	30
Changement de méthode	0	0
Dotation de la période	0	16
Reprise de la période	0	0
Provision à la clôture de la période	46	46

4.4.9. AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET PERTES DE VALEUR

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Immobilisations incorporelles	863	805
Immobilisations corporelles	1 389	910
Total Immobilisations (A)	2 252	1 715
Engagements envers les salariés	0	16
Provisions pour risques et charges d'exploitation	12	0
Total Provisions (B)	12	16
Total des dotations nettes hors actifs courants (C=A+B)	2 264	1 731
Clients et autres actifs circulants	0	56
Total actifs (D)	0	56
Total Exploitation (E=C+D)	2 264	1 787
Provisions pour dépréciations des immobilisations financières	45	-184
Total Financier (F)	45	-184
Amortissements exceptionnels des immobilisations (G)	0	0
Provisions pour dépréciations des immobilisations (H)	-45	45
Amortissements dérogatoires des immobilisations (I)	37	39
Autres provisions (J)	5	0
Total Exceptionnel (K=G+H+I+J)	-3	84

L'annulation de la dépréciation des immobilisations concernent les aménagements des locaux loués dont le bail s'est terminé en 2010 (cf note 4.3.2).

4.4.10. RESULTAT FINANCIER

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Revenu des VMP	346	285
Intérêts des emprunts	-174	-153
Dépréciation des actifs Financiers	-45	184
Divers	8	35
Résultat financier	135	351

4.4.11. RESULTAT EXCEPTIONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Résultat net sur cessions	-38	2
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises sur immo. corporelles	45	-45
Dotations et reprises d'amortissements dérogatoires	-37	-39
Quote Part de subvention virée au résultat	189	215
Divers	14	-2
Résultat Exceptionnel	173	131

4.4.12. IMPÔTS SUR LES RESULTATS

a. Charges d'impôt

Taux effectif d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Résultat net	-5 319	-3 273
Impôt sur le résultat	-2 089	-1 138
Résultat net avant impôt	-7 408	-4 411
Taux effectif d'imposition	0	0

b. Déficits fiscaux reportables

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Déficits reportable à l'ouverture de la période	13 824	9 996
Déficits nés au cours de la période	11 542	7 405
Déficits consommés au cours de la période	2 623	3 577
Déficits antérieurs utilisé / Bénéfice Humalys	-802	
Déficits perdus au cours de la période		
Déficits reportables à la clôture de la période	21 941	13 824

Les déficits consommés au cours des périodes résultent de l'imputation sur les déficits à taux ordinaire des produits de cession de la propriété intellectuelle taxables à taux réduit.

c. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Accroissements (Subventions d'investissements et amortissements dérogatoires)	1 063	1 114
Allègements		
ORGANIC	5	3
Subventions d'investissement fiscalisées lors de l'octroi de l'aide	0	0
Subventions d'exploitation fiscalisées lors de l'octroi de l'aide	429	570
Plus-values latentes sur OPVCM	2	1
Participation des salariés	0	0
Total des accroissements/allègements futurs	627	540

4.4.13. RESULTAT PAR ACTION

		31 décembre 2010	31 décembre 2009
Résultat net de base (<i>en euros</i>)	(a)	-5 319 293	-3 273 416
Nombre moyen d'actions en circulation sur l'exercice :	(b)	17 459 364	14 677 599
Nombre d'actions cumulées potentielles	(c)	22 002 652	16 084 781
Résultat net de base par action (en euro)	(a) / (b)	-0.30	-0.22
Résultat net dilué par action (en euro)	(a) / (c)	-0.30	-0.22

4.5. NOTES AU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

4.5.1. Dotations d'exploitations

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Amortissements immobilisations incorporelles	863	805
Amortissements immobilisations corporelles	1 389	910
Provisions sur actif circulant	0	56
Provisions pour risques et charges	12	16
Total dotations d'exploitation	2 264	1 787

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Reprise provisions pour risques et charges	-56	0
Total reprises d'exploitation	-56	0

4.5.2. Dotations exceptionnelles

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Amortissements exceptionnels immobilisations	0	0
Dépréciations exceptionnelles immobilisations	0	45
Amortissements dérogatoires	210	209
Provisions pour impôts	5	0
Total dotations exceptionnelles	215	254

4.5.3. Reprises exceptionnelles

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Reprise amortissements dérogatoires	173	170
reprise provisions dépr. except. immo.	45	0
reprise provisions impôts		
Total reprises exceptionnelles	218	170

4.5.4. Subventions d'investissements

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Solde d'ouverture	1 183	755
Nouvel octroi	0	643
Reclassement	0	0
Quote part de résultat virée au compte de résultat	-189	-215
Annulation de subventions à recevoir		
Solde de clôture	994	1 183
Variation créances sur subventions investissements	73	-43

4.5.5. Plus et moins values de cession des immobilisations

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Valeur comptable des immobilisations incorporelles cédées		
Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	50	1
<i>Charges exceptionnelles en capital</i>	50	1
Produits de cessions immobilisations incorporelles	0	0
Produits de cessions immobilisations corporelles	-12	-3
<i>Charges exceptionnelles en capital</i>	-12	-3
Plus value / Moins value de cession des immobilisations	38	-2

4.5.6. Avances conditionnées

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Solde d'ouverture	4 558	0
Nouvel octroi	0	4 558
Remboursement	0	0
Abandon de créance	0	0
Solde de clôture	4 558	4 558
Variation créances sur avances remboursables	804	-3 541

4.5.7. Variation autres actifs-passifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008	Variation 2010	Variation 2009
Stocks	501	387	334	-114	-53
Créances clients et comptes rattachés	558	708	1 397	150	689
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-799	-984	-1 017	-185	-33
Autres créances (hors avances remb. et subv. Invest.)	4 203	3 570	5 519	-633	1 949
Comptes de régularisation actif	132	115	60	-17	-55
Dettes fiscales et sociales	-1 393	-1 284	-900	109	384
Comptes de régularisation passif	-1 317	-1 841	-1 493	-524	348
Reclassement subventions d'investissements					
Variation des autres actifs passifs courants	1 885	671	3 900	-1 214	3 229

4.5.8. Acquisitions d'immobilisations

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Acquisitions immobilisations incorporelles	675	401
Concessions brevets retraitements des redevances futures	0	-80
Virement de poste à poste	-31	
Production immobilisée	-274	-307
Total incorporelles	370	14
Acquisition immobilisations corporelles	11 535	4 678
Production immobilisée	-118	
Virement de poste à poste	-6 071	-886
Total corporelles	5 346	3 792
Acquisition immobilisations financières	11 034	19
Production immobilisée	-115	
Total financières	10 919	19
Acquisitions d'immobilisations	16 635	3 825

4.5.9. Variation du BFR sur immobilisations

	Soldes			Variations	
<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009	2008	2010	2009
Fournisseurs d'immobilisations	-8 189	-3 340	-3 137	4 849	203
FNP sur immobilisations	-136	-47	-20	89	27
Fournisseurs d'immo sur estimation redevances futures	1 265	2 961	2 882	1 696	-79
Variation du BFR sur immobilisations	-7 060	-426	-275	6 634	151

4.5.10. Emprunts et dettes financières

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Solde d'ouverture	6 385	4 632
Nouveaux emprunts	1 500	2 500
Avances C/C LT Groupe Grimaud	0	0
Remboursements C/C LT Groupe Grimaud	0	0
Remboursements	-1 091	-728
Autres variations	3	-19
Solde de clôture	6 797	6 385

4.5.11. Variation de capital

	Soldes			Variations	
<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009	2008	2010	2009
Capital	3 149	2 220	2 192	929	28
Prime d'émission	62 111	33 697	33 698	28 414	-1
Solde de clôture	65 260	35 917	35 890	29 343	27

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. ENGAGEMENTS ET PASSIFS

5.1.1. Dettes garanties par des sûretés réelles

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
- nantissement matériel	240	362
- nantissement sur titres de participation	6 750	

5.1.2. Engagements hors bilan

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Engagements donnés		
- complément de prix potentiel sur titres de participation (1)	14 514	
- crédit bail mobilier	10	15
- clause de retour à meilleure fortune accordée à l'ANVAR	100	100
- retours financiers sur avances remboursables OSEO (2)	6 230	6 230
- retours financiers et remboursement subventions conditionnés	692	692
- mandat d'hypothèque sur emprunts	3 771	4 325
- Intérêts à échoir sur emprunts	554	565
Total engagements donnés	25 871	11 927
Engagements reçus		
- subvention du Dépt 44 construction Laennec	45	45
- cautionnements reçus de la société mère Groupe GRIMAUD		
emprunt CRCA sur 10 ans	441	545
emprunt CM sur 10 ans	392	484
emprunt CM sur 7 ans	2 250	1 473
emprunt CEP sur 10 ans	469	570
emprunt CEP sur 7 ans	239	296
emprunt LCL sur 7 ans	483	
- cautionnements reçus du CRCA		
dettes sur titres de participation	6 750	
- ligne de crédit accordée par CRCA	50	50
- ligne de crédit accordée par CM	50	50
Total engagements reçus	11 169	3 513

- (1) Le montant maximum du complément de prix est de 15 M€ sur une durée de 15 ans (2025), moins 486 K€ pour le montant dû au titre de 2010 (voir 4.3.3)
- (2) Le montant maximal du remboursement des avances remboursables dans le cadre du programme Vivabio est de 9 M€ sur une durée maximale de 9 ans à compter de l'occurrence du fait générateur du remboursement de l'aide perçue, comptabilisé pour un montant de 2 771K€ (cf 4.3.12)

5.1.3. Passifs éventuels

Il n'y a pas de contentieux significatifs.

Aucune provision n'est constituée par la société en ce qui concerne les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et les plans d'attribution d'actions gratuites. En effet, la société prévoit d'émettre des actions nouvelles lors des attributions et souscriptions définitives futures.

5.1.4 Honoraires des commissaires aux comptes

	Gérard Chesneau		Cabinet Deloitte	
	En € HT		En € HT	
	2010	2009	2010	2009
Audit				
Commissariat aux comptes	12 000.00	11 600.00	38 500.00	36 000.00
Augmentation de capital	500.00		51 900.00	
Accessoires		350.00	6 078.00	3 338.00
Sous total	12 500.00	11 950.00	96 478.00	39 338.00
Autres prestations				
Juridique, fiscal, social				
Autres Diligences Directement Liés			38 730.00	1 200.00
Audit interne				
Accessoires				
Sous total	0.00	0.00	38 730.00	1 200.00
Total	12 500.00	11 950.00	135 208.00	40 538.00

5.2. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Les parties liées concernent d'une part, les relations avec le Groupe Grimaud et les sociétés du groupe Grimaud, et d'autre part les relations avec sa filiale Humalys, dont Vivalis a acquis 100% des actions le 7 janvier 2010.

Pour le Groupe Grimaud et les sociétés du Groupe Grimaud, les prestations fournies concernent à la fois une convention d'animation de groupe et la réalisation de prestations de services diverses par le groupe Grimaud au bénéfice de Vivalis :

Ces prestations constituent soit des opérations courantes (prestations en matière comptable, de paye, trésorerie, analyses sanitaires, contrat de répartition de couverture de swap de taux, ressources humaines et informatiques) soit des opérations réglementées (cautionnement), et ont donné lieu pour l'exercice 2010 à la facturation de 109 263 €, dont on retrouve 95 618,48 € au 31/12/2010 en dettes fournisseurs.

De plus, le Conseil de surveillance du 28 mars 2007 a autorisé le Directoire de Vivalis à conclure une convention d'animation de groupe avec Groupe Grimaud, par laquelle ce dernier a pour rôle d'animer le groupe et d'en assurer la cohérence et la rentabilité. Cette convention a été conclue pour une durée d'une année reconductible par tacite reconduction. Le montant de la prestation s'est élevé à 148 460 € pour l'exercice 2010, dont on retrouve 10 805,86 € au 31/12/2010 en dettes fournisseurs.

En ce qui concerne la société Humalys. Vivalis a facturé sur l'exercice 2010 à sa filiale des prestations scientifiques à hauteur de 322 441,62 €, des prestations administratives pour 95 251,34 €, ainsi que des refacturations de frais pour 65 650,20 €, dont on retrouve 353 866,31 € au 31/12/2010 en créances clients à la clôture.

En milliers d'euros

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Immobilisations financières		
- Participations	11 039	
- Créances rattachés à des participations		
Créances		
- Créances clients et comptes rattachés	354	
- Autres créances		
Dettes		
- Emprunts et dettes financières divers		
- Fournisseurs et comptes rattachés	106	85
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
- Autres dettes		
Chiffre d'affaires	418	
Produits exceptionnels		
Transfert de charges d'exploitation	66	0
Charges d'exploitation		
- Achats de matières premières et approvisionnement	0	1
- Autres achats et charges externes	372	310
- Autres achats d'exploitation		
Charges financières		
- Intérêts et charges assimilées (1)	6	

(1) Les charges financières correspondent à la quote-part de la société au titre du contrat de répartition du contrat de couverture de taux souscrit par le groupe pour le bénéfice de ses filiales (cf note 4.3.14)

5.3. INSTRUMENTS DILUTIFS

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS (OSA) EMISES PAR VIVALIS SA AU 31 DECEMBRE 2010 (mise à jour le 24 02 2011)

A attribuer.
POST INTRO APRES ELIMINATION CADUQUES

Caractéristiques des résolutions.	29/06/01	23/05/02	29/1/02	29/11/02	29/11/02	29/11/02	03/11/04	03/11/04	03/11/04	03/11/04	03/11/04	13/09/05	13/09/05	09/06/09	09/06/09	10/06/10	TOTAUX
AGE du																	
Résolution numéro	3	1	24	24	24	24	15	15	19 et 20	19 et 20	19 et 20	7	7	16	16	16	
Conseil d'administration ou Directoire du							05/04/05	05/04/05	03/04/06	03/04/06	03/04/06	03/04/06	03/04/06	A tenir	A tenir	A tenir	
Résolution numéro	unique	1	1	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 à 6	1 et 2	1,3,3,4	1,3,3,4	1,3,3,4	1,3,3,4	1,3,3,4	4			
Nature des titres émis	OSA 1	OSA 2	OSA 3.1	OSA 3.2	OSA 3.3	OSA 3.4	OSA 3.5	OSA 4.1	OSA 4.2	OSA 5.1	OSA 5.2	OSA 6.1	OSA 6.2	OSA 7.1	OSA 7.2	OSA 8	

Modalités d'origine.																	
Nombre d'options émises	2420	1810	1535	700	570	120	300	2000	300	160	160	240	290	14000	276000	7500	308 105
Nombre d'actions pouvant être souscrites	2420000	181000	1535000	700000	570000	120000	300000	2000000	300000	160000	160000	240000	290000	140000	2760000	75000	1 358 000
Catégorie d'actions à souscrire	O	O	O	O	O	O	O	O	O	O	O	O	O	O	O	O	
Bénéficiaires (voir en pied de tableau)	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
Prix d'émission des options	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	0.15 €	
Valeur nominale de l'action Vivalis	0.30 €	0.45 €	1.80 €	1.80 €	1.80 €	1.80 €	1.80 €	1.80 €	1.80 €	1.80 €	1.80 €	1.80 €	1.80 €	5.19 €	41.400 €	1.125 €	
Prix de souscription par action	36 300 €	27 150 €	23 025 €	10 500 €	8 550 €	1 800 €	4 500 €	30 000 €	4 500 €	2 400 €	2 400 €	3 600 €	4 350 €	2 100 €	70 560 €	1 125 €	203 700 €
Augmentation de capital social potentielle	36 300 €	54 300 €	253 275 €	115 500 €	94 050 €	19 800 €	49 500 €	330 000 €	49 500 €	26 400 €	Diverses	Diverses	Diverses	70 560 €	A déterminer	A déterminer	1 213 035 €
Prime d'émission potentielle	13 07/05	24 05/06	31 07/03	01/10/04	06/10/03	05/01/09	05/10/09	Diverses	05/10/09	Diverses	Diverses	Diverses	Diverses	Diverses	A déterminer	A déterminer	
Début de la période d'exercice	12/07/11	23/05/12	20/12/12	01/09/13	05/10/13	05/01/15	01/02/15	05/04/15	05/10/15	03/04/16	03/04/16	03/04/16	03/04/16	01/10/20	A fixer.	A fixer.	
Fin de la période d'exercice																	
Conditions suspensives d'exercice	néant	néant	oui	oui	néant	néant	néant	oui	néant	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	

Evolution et situation au 31/12/2010																	
Nombre d'options exercées.	1320	810	0	700	195	30	30	30	0	0	0	0	0	0	0	0	3 115
Nombre d'actions souscrites	132664	81000	0	70800	19780	3240	3000	3000	0	0	0	0	0	0	0	0	313 484
Montants encaissés par la société	39 799 €	36 450 €	0 €	127 440 €	35 604 €	5 832 €	5 400 €	5 400 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	255 925 €
Affectation en augmentation de capital	19 900 €	12 150 €	0 €	10 620 €	2 967 €	486 €	450 €	450 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	47 023 €
Affectation en prime d'émission	19 900 €	24 300 €	0 €	116 820 €	32 637 €	5 346 €	4 950 €	4 950 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	208 903 €
Options devenues caduques	1100	500	0	426	0	0	0	240	0	0	0	100	0	0	103000	0	105 366
Nombre de bénéficiaires restant	0	2	1	0	3	2	1	3	1	1	1	1	1	1	0	0	
Nombre d'options en vigueur	0	500	1109	0	375	90	270	1730	300	160	160	140	290	14000	173000	7500	199 624
Nombre d'actions pouvant être souscrites	0	54000	119772	0	40500	9720	29160	186840	32400	17280	17280	15120	31320	14000	173000	7500	747 892
Augmentation de capital social potentielle	0 €	8 100 €	17 966 €	0 €	6 075 €	1 458 €	4 374 €	28 026 €	4 860 €	2 592 €	2 592 €	2 268 €	4 698 €	2 100 €	25 950 €	1 125 €	112 184 €
Prime d'émission potentielle	0 €	16 200 €	197 624 €	0 €	66 825 €	16 038 €	48 114 €	308 286 €	53 460 €	28 512 €	28 512 €	24 948 €	51 678 €	70 560 €	A déterminer	A déterminer	910 757 €
Cours des actions le 31/12/10 à la clôture	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	

Bénéficiaires initiaux.

Emises	Attribué.	Cadud.	Exercé.	En cours	A attrib.
2420	2420	1100	1320	0	0
1810	1810	500	810	500	0
3610	3225	811	955	1844	0
2400	2300	340	30	2030	0
1100	320	780	0	320	0
660	530	230	0	430	0
290000	14000	103000	0	187000	173000
7500	0	0	0	7500	7500
309500	24605	106761	3115	199624	180500

OSA 1 : 9 personnes dont 7 salariés et 2 mandataires sociaux.
OSA 2 : 19 personnes dont 17 salariés et 2 mandataires sociaux.
OSA 3 : 6 personnes dont 4 salariés et 2 mandataires sociaux.
OSA 4 : 1 salarié et 3 mandataires sociaux.
OSA 5 : attributions faites à 2 mandataires sociaux.
OSA 6 : attributions faites à 2 mandataires sociaux.
OSA 7 : Salarié
OSA 8 : Salariés + mandataires sociaux Vivalis et Filiales
Total

(1) : 80 % de la moyenne des cours cotés aux 20 séances de bourse précédant le jour de l'attribution par le Directoire

(2) : la résolution n° 16 de l'AGE du 9 juin 2009 précise que le total des actions émises dans le cadre de ce plan et du plan d'attribution gratuite d'actions décidé par la résolution n° 17 de cette même AGE du 09/06/09 ne pourra pas dépassé 290.000 actions.

(3) : la résolution n° 16 de l'AGE du 10 juin 2010 précise que le total des actions émises dans le cadre de ce plan et du plan d'attribution gratuite d'actions décidé par la résolution n° 17 de cette même AGE du 10/06/10 ne pourra pas dépassé 7.500 actions.

VALEURS MOBILIERES COMPOSEES EMISES PAR VIVALIS SA AU 31 DECEMBRE 2010 (Mis à jour le 24/02/2011)

A attribuer.

Caractéristiques des résolutions.					
AGE du	08/12/03	18/05/07	09/06/09	10/06/10	TOTAUX
Résolution numéro	Toutes.	2	19	19	
Conseil d'administration ou Directoire du	23/12/03	27/08/07	A tenir	A tenir	
Résolution numéro	Toutes.	Toutes.			

Nature des titres émis	BSA 8	BSA 19	BSA 21	BSA 22	

Modalités					
Nombre de VMC émis	11726	45000	15000	15000	86726
Nombre d'actions pouvant être souscrites	1172600	45000	15000	15000	1247600
Catégorie d'actions à souscrire	O	O	O	O	
Bénéficiaires (voir en pied de tableau)	R	R	R	R	
Prix d'émission des VMC	255 €	0 €	0 €	0 €	
Valeur nominale de l'action Vivalis	0.15	0.15	0.15	0.15	
Prix de souscription par action	0.15	8.41	(1)	(1)	
Augmentation de capital social potentielle	175 890 €	6 750 €	2 250 €	2 250 €	187 140 €
Prime d'émission potentielle	0 €	371 700 €	A déterminer	A déterminer	371 700 €
Début de la période d'exercice	08/12/03	27/08/08	A fixer	A fixer	
Fin de la période d'exercice	08/12/13	27/08/12	A fixer	A fixer	
Conditions suspensives d'exercice	oui	oui	A fixer	A fixer	

Evolution et situ. au 31 décembre 2010					
Nombre de VMC souscrits par bénéficiaires	2295	45000	0	0	47295
Nombre de VMC exercées	2295	0	0	0	2295
Nombre d'actions souscrites	229500	0	0	0	229500
Montants encaissés par sté pour VMC	585 225 €	0 €	0 €	0 €	585 225 €
Montants encaissés par sté pour actions	34 425 €	0 €	0 €	0 €	34 425 €
Affectation en augmentation de capital	34 425 €	0 €	0 €	0 €	34 425 €
Affectation en prime d'émission	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
VMC devenues caduques	9431	11250	15000	0	35681
Nombre de bénéficiaires restant	0	2	A fixer	A fixer	
Nombre de VMC en vigueur	0	33750	0	15000	48750
Nombre d'actions pouvant être souscrites	0	36112.5	0	15000	51112.5
Augmentation de capital social potentielle	0 €	5 417 €	0 €	2 250 €	7 667 €
Prime d'émission potentielle	0 €	298 289 €	A déterminer	A déterminer	298 289 €
Cours des VMC (NC = non coté)	NC	NC	NC	NC	
Cours des actions le 31/12/10 à la clôture	7.36 €	7.36 €	7.36 €	7.36 €	

Bénéficiaires initiaux.

BSA 8 : ANVAR à l'origine puis cession à Dahlia SICAR SCA

BSA 19 : 2 membres du conseil de surveillance

BSA 21 : personnes physiques non salariées membres des organes de direction ou de surveillance de la société.

BSA 22 : personnes physiques non salariées membres des organes de direction ou de surveillance de la société.

(1) : Moyenne des cours de clôture des 20 derniers jours de bourse au moment de l'attribution au titulaire par le Directoire.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS, ACTIONS GRATUITES ET VALEURS MOBILIERES COMPOSEES (OVMC) EMISES PAR VIVALIS SA AU 31 DECEMBRE 2010 (Mis à jour le 24 février 2011)

Effet de la dilution potentielle sur le bénéfice par action.

	31/12/10	31/12/09	31/12/08	31/12/07	31/12/06
Nombre d'actions cumulé de catégorie ordinaire avant l'exercice des droits attachés aux OVMC et AGA	20993647	14799131	14613031	14500631	88100
Part de bénéfice par action avant exercice des droits attachés aux OVMC et AGA	1/20993647	1/14799131	1/14613031	1/14500631	1/88100
Nbre d'actions cumulées potentielles de catégorie ordinaire à créer en cas d'exercice maximum des droits attachés aux OVMC et AGA (après attribution de toutes les OVMC et AGA).	1 306 505	1575650	1209000	1359900	215735
Nombre d'actions cumulées potentielles de catégorie ordinaire après exercice maximum des droits attachés aux OVMC et AGA (après attribution de toutes les OVMC et AGA).	22300152	16374781	15822031	15860531	303835
Eliminations en raison des plafonnements imposés par l'AG.	-297500	-290000	0	0	0
Plafonnement relatif aux OSA 7 et AGA 2	-290000	-290000	0	0	0
Plafonnement relatif aux OSA 8 et AGA 3	-7500				
Nombre d'actions cumulées potentielles de catégorie A et de catégorie B après exercice plafonné des droits attachés aux OVMC et AGA (après attribution de toutes les OVMC et AGA).	22002652	16084781	15822031	15860531	303835
Part de bénéfice par action après exercice plafonné des droits attachés aux OVMC et AGA	1/22002652	1/16084781	1/15822031	1/15860531	1/303835
Soit une division du bénéfice par action par	1.0481	1.0869	1.0827	1.0938	3.4487
Eliminations liées aux renonciations contractuelles acceptées par les bénéficiaires des BSA 10, 11, 12, 13, 16 et 17.					-114635
Elim des incompatib résultant des contrats (élim du plus faible des cumuls résiduels des BSA 10, 12 et 16 et des BSA 11, 13 et 17).					-21057
Nbre d'actions cumulées potentielles de catég A et de catég B à créer en cas d'exercice contractuellement restreint des droits attachés aux OVMC et AGA (après attribution de toutes les OVMC et AGA).	22002652	16084781	15822031	15860531	168143
Part de bénéfice par action après exercice contractuellement restreint des droits attachés aux OSA et aux BSA.	1/22002652	1/16084781	1/15822031	1/15860531	1/168143
Soit une division du bénéfice par action par	1.0481	1.0869	1.0827	1.0938	1.9085

5.4. IDENTITE DES SOCIETES MERES

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL	Forme	Montant Capital	% detenu
GROUPE GRIMAUD LA CORBIERE S.A. (1) La Corbière 49450 ROUSSAY	S.A. à directoire et conseil de surveillance	1 171 470	51.85%
LA FINANCIERE GRAND CHAMP La Corbière 49450 ROUSSAY	S.A.S.	11 451 072	1.32%

(1) La société GROUPE GRIMAUD LA CORBIERE La Corbière 49450 ROUSSAY est elle-même consolidée par la société LA FINANCIERE GRAND CHAMP La Corbière 49450 ROUSSAY, société par actions simplifiée au capital de 11 451 072 € qui détient 52,11 % de son capital.

5.5. FILIALES ET PARTICIPATION

Dénomination	Capital Capitaux propres (1)	Quote-part (2) Dividendes (3)	Val.brute Titres Val.nette Titres	Prêts, avances (4) Cautions (5)	Chiffre d'affaires (6) Résultat (7)
FILIALES (plus de 50%)					
HUMALYS	61 500 1 126 278	100.00 % 0	11 038 999 11 038 999	0 0	705 000 1 816 867

(1) : Capitaux propres = capitaux propres autres que résultat et capital social

(2) : Quote-part = quote-part de capital détenue par GLC au 31/12/2009

(3) : Dividendes = dividendes encaissés par GLC en 2009

(4) : Prêts, avances = prêts, avances financières, comptes courants associés

(5) : Cautions = encours des cautionnements donnés par GLC

(6) : Chiffre d'affaires = chiffre d'affaires hors taxes

(7) : Résultat = résultat net comptable du dernier exercice

5.6. RISQUES DE MARCHES

5.6.1. Risques liés aux taux d'intérêts

La Société est exposée à des risques de marché dans le cadre de la gestion à la fois de ses liquidités et de ses dettes à moyen et long terme.

Concernant les liquidités, le risque de taux est piloté par des procédures de suivi et de validation existantes au niveau de la Société. Les liquidités sont en outre principalement investies dans des valeurs mobilières de placement à capitaux garantis à échéance et offrant une grande qualité de signature (Cf. 4.3.7)

La Société s'est par ailleurs endettée afin de financer ses investissements. Le montant des dettes financières d'emprunt au 31 décembre 2010 s'élève à 6 797 K€, dont 1 332 K€ sont à taux fixe (CF. 4.3.14). Les taux variables sont fondés sur l'EURIBOR 3 mois et 1 mois ou le CODEVI.

La Société bénéficiant d'un contrat de couverture de taux d'intérêt au 31 décembre 2010 par l'intermédiaire de sa société mère GLC, le risque de taux sur ses emprunts à taux variable est donc limité. En complément, son exposition nette (Passifs Financiers- Actifs Financiers) aboutit à une position nette positive étant donné sa forte trésorerie.

5.6.2. Risques liés aux devises

La Société est peu exposée au risque de change du dollar US ou de toute autre devise. Ainsi la Société n'a pris, à ce stade de son développement, aucune disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de change. La Société suivra l'évolution de son exposition au risque de change en fonction de l'évolution de sa situation. La stratégie de la Société est d'utiliser l'euro comme devise principale dans le cadre de la signature de contrats. Cependant, la Société pourrait éventuellement souscrire des contrats de couverture de change dans le futur, si le besoin apparaissait, et si les risques étaient jugés significatifs

5.7. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

5.7.1. TRANSMISSION UNIVERSELLE DE PATRIMOINE DE LA SOCIETE HUMALYS.

Suite à la décision du Directoire du 22 novembre 2010, il a été procédé à la transmission universelle de patrimoine (TUP) de la société Humalys au profit de la société Vivalis avec un effet en date du 3 janvier 2011. La société Humalys a été dissoute sans liquidation.

Dans ce cadre, la société Vivalis a demandé et obtenu auprès de l'Administration Fiscale de bénéficier du régime de faveur permettant le transfert des déficits reportables de la société Humalys à Vivalis.

Cette opération réalisée sans rétroactivité comptable aux valeurs nettes comptable de l'actif cédé générera un mali de confusion évalué à 8 064 K€. Il correspond en totalité à la valeur des immobilisations incorporelles relatives aux frais de développement de la technologie Humalex non activée dans les comptes de la société Humalys.

Par ailleurs, cette opération de fusion s'est effectuée avec une rétroactivité fiscale à la date du premier jour de l'exercice fiscal ayant enregistré la décision de dissolution sans liquidation, à savoir le 1^{er} janvier 2010.

5.7.2. AUDIT TECHNIQUE DU PROGRAMME VIVABIO (OSEO)

Comme précisé au point 4.4.3, Vivalis a informé OSEO de l'arrêt du développement de son produit IPH 4101, par la société INNATE PHARMA, un des partenaires du programme Vivabio. OSEO a alors demandé un audit technique du programme. Un expert a été désigné début janvier 2011. L'audit a été diligenté auprès des 2 partenaires fin janvier. A ce jour, les conclusions du rapport de l'expert, ainsi que la décision d'Oseo sur la poursuite de cette partie du programme, ne nous ont pas été communiquées.